



*Ministère de la Justice et des Droits Humains
République démocratique du Congo*



*Programme des Nations Unies
pour le développement*



Monitoring judiciaire 2010-2011

Rapport sur les données relatives à la réponse judiciaire aux cas de violences sexuelles à l'Est de la République démocratique du Congo

NOTE

Le présent rapport a été établi par les soins de Elsa Papageorgiou, sous la coordination de Sofia Candeias, au sein du projet de Renforcement de l'accès des femmes à la Justice du Programme des Nations Unies pour le développement.

Il a bénéficié du travail minutieux de collecte de données et d'analyse des moniteurs du projet coordonnés par Thierry Kambere : Dada Kabuo, Gilbert Kalume, Isaac Mushokoro et Jonathan Piema pour la Province du Nord Kivu ; Louise Mutalegwa et Célestin Nyamoga pour le District de l'Ituri ; Bernard Amisi, Joseph Bahogwere et Adolphe Kayumba pour la Province du Sud Kivu.

Les auteurs du rapport remercient tous les acteurs judiciaires pour leur contribution lors des collectes, des conférences et ateliers, les partenaires et les collègues qui ont participé à l'élaboration du présent rapport. Ils tiennent à saluer en particulier le précieux soutien technique de Tino Kreutzer.

Table des matières

NOTE	2
Résumé exécutif.....	5
1. Introduction	7
2. Contexte et justification.....	8
2.1. Le secteur de la justice en République démocratique du Congo (RDC)	8
2.2. La lutte contre l'impunité dans le domaine des violences sexuelles	9
2.3. Le monitoring judiciaire des cas de violences sexuelles	10
2.4. Cadre juridique relatif aux incriminations de violences sexuelles.....	11
La Constitution de la RDC du 18 Février 2006	11
Le Statut de Rome de la Cour Pénale internationale.....	11
La loi n° 06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le code pénal congolais	11
La loi n° 01/009 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant	12
Les spécificités procédurales introduites par la loi 06/019 du 20 juillet 2006	12
Le droit à un procès équitable	13
2.5. Aperçu du cadre procédural	14
2.6. Cartographie judiciaire des provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu et du district de l'Ituri.....	15
Les juridictions de droit commun et militaires	15
Les Officiers de police judiciaire	16
3. Méthodologie.....	20
3.1. Les principes du monitoring judiciaire	20
3.2. La synthèse des données collectées.....	21
Nature et sources des données collectées	21
La compilation des données collectées	22
Vers une nouvelle technologie de collecte de l'information	24
4. Résultats généraux du monitoring judiciaire	25
4.1. Les dossiers enregistrés en justice : une légère augmentation entre 2010 et 2011.....	25
4.2. Comparaison avec les données de violence sexuelle au niveau médical.....	26
4.3. Les préventions de violences sexuelles	28
4.4. Profil des victimes devant la justice	29
4.5. Profil des présumés auteurs de violences sexuelles.....	31
5. Phase pré-juridictionnelle	34
5.1. Le traitement des dossiers de violence sexuelle par la police.....	34
Insuffisance des moyens de fonctionnement et de formation de la police judiciaire dans la recherche des infractions et la conduite des enquêtes.....	37
Insuffisance de surveillance et de direction effective des OPJs par les Parquets.....	37
Carence des OPJs et le problème de l'habilitation	37

5.2. Le traitement des dossiers de violence sexuelle par le Ministère public et la durée de l'enquête..	38
Le respect du délai d'un mois prévu par la loi	41
6. Phase juridictionnelle	43
6.1. Le respect des droits des parties.....	46
Les prérogatives de la victime au procès	46
Les droits de l'accusé	47
Le respect du principe de la célérité de la procédure en matière de violences sexuelles	48
6.2. Tendances sur les verdicts des affaires de violences sexuelles	50
6.3. Raisonnement et appréciation du juge	52
L'appréciation et le traitement de la preuve par le juge	52
Narration lacunaire et imprécision des éléments factuels	53
Mauvaise interprétation des éléments constitutifs des infractions	54
6.4. Le droit à la réparation.....	55
6.5. Les audiences foraines – une formule à double tranchant ?.....	58
6.6. Exécution des décisions.....	60
7. Conclusion.....	62
8. Recommandations.....	63
Au Gouvernement	63
Au Parlement de la RDC.....	63
Au Conseil Supérieur de la Magistrature	63
Aux Chefs de Juridictions et Parquets.....	64
Aux Barreaux.....	64
Aux Bailleurs de fond et acteurs du secteur	64
9. Glossaire	65
10. Principaux acronymes et abréviations.....	68

Résumé exécutif

Ce rapport donne un aperçu de la réponse judiciaire globale et spécifique donnée aux cas de violences sexuelles, à chaque phase de la procédure judiciaire, en Ituri, au Nord Kivu et au Sud Kivu. Il contient d'une part, des données quantitatives très précises et fiables sur le traitement des dossiers de violences sexuelles à tous les niveaux de la chaîne pénale ; d'autre part, une analyse qualitative sur le respect des droits des parties aux procès, sur la base d'un échantillon de 110 jugements. Ce rapport fournit également une réflexion sur les audiences foraines et des informations sur l'exécution des jugements, notamment le versement effectif des dommages et intérêts accordés aux victimes de violences sexuelles.

Constat général

La réponse judiciaire face à la demande de justice des victimes de violences sexuelles reste faible à tous les niveaux de la procédure.

Au total 6554 cas de violences sexuelles sont entrés en justice.

Seulement 674 jugements ont été rendus soit un taux de prise en charge d'environ 10 %.

❖ Phase pré-juridictionnelle (*police judiciaire et parquet*)

La police a été la porte d'entrée principale de la justice mais elle manifeste certaines difficultés de prise en charge dues notamment au manque de capacité technique et de moyens matériels. Le contrôle et la direction des parquets sur la police judiciaire restent également des défis pour pouvoir limiter les lacunes constatées à ce niveau de la procédure.

Sur les 6554 cas de violences sexuelles entrés en justice, 5042 sont entrés dans le système judiciaire par le biais de la police soit environ 77% des cas. Parmi ces cas, 88% (soit 4449) ont été qualifiés de viol.

Les parquets civils et auditorats militaires ont enregistré 4759 cas : 4332 devant les instances civiles, 427 devant les instances militaires. 1076 (16%) cas seulement ont été directement enregistrés par ces institutions judiciaires.

1176 (23%) enregistrés par la police n'ont pas été transférés à une institution supérieure (parquet ou tribunal pour enfants) nonobstant l'obligation légale faite à cette institution de transmettre les dossiers judiciaires qu'elle reçoit.

Le taux de traitement des dossiers enregistrés par le parquet est aussi resté faible. Qu'il s'agisse des dossiers venus de la police judiciaire ou ceux reçus directement. Sur les 4759 cas enregistrés par les parquets civils et militaires, 2257 affaires (47%) seulement ont été clôturées par le Ministère public.

❖ Phase juridictionnelle (*cours et tribunaux*)

La réponse des juridictions aux cas de violences sexuelles apparaît insuffisante. Les tribunaux civils et militaires ont reçu 2342 cas. 436 de ces cas (7%) ont fait l'objet d'une citation directe. 674 jugements ont été rendus soit 29%.

Considérations sur la qualité de la réponse au regard des exigences du procès équitable

Certains droits comme le droit à l'assistance d'un conseil et le droit de se constituer partie civile ont été respectés respectivement à 75% et 85% pour les victimes. En revanche, les autres droits

reconnus aux victimes de violences sexuelles n'ont pas été respectés, notamment le droit à un expert pour l'évaluation du préjudice ou encore la prise de mesures de protection en faveur des victimes de violences sexuelles : 8% seulement des cas ont donné lieu à une réquisition à psychologue et 44% à une réquisition à médecin. Le huis clos n'a été prononcé que dans 24% des cas.

Le droit à un jugement motivé a souffert à plusieurs égards. Sur un échantillon de 110 jugements, le moyen de preuve le plus utilisé a été le procès verbal des officiers de police judiciaire (69 jugements sur 110) et le transport sur les lieux n'a été utilisé que dans quatre dossiers. A chaque fois que l'aveu a été obtenu, il n'a pas été discuté par le juge même lorsque les soupçons de son obtention par des moyens illégaux ont existé. Dans certains jugements, le juge a fait allusion à des pièces à conviction sans les énumérer et sans motiver leur force probatoire. L'imprécision dans la présentation des faits et des circonstances de la commission des infractions a aussi été largement constatée dans les jugements.

L'estimation de la réparation n'est généralement pas motivée et ce même lorsque le juge disposait des éléments pouvant lui permettre d'apprécier objectivement les préjudices subis par la victime.

Plusieurs dossiers ont été instruits en audience foraine, tel que la loi le prévoit, avec l'appui de différents acteurs dont le PNUD. Cependant, des lacunes ont été constatées dans le respect des standards internationaux du déroulement du procès (procès équitable, droits de la défense, etc.).

L'exécution des jugements, en particulier l'indemnisation effective des victimes, reste un défi majeur et les risques d'arrangements à l'amiable en défaveur de la lutte contre l'impunité demeurent.

La Coordination des acteurs et le transfert des compétences à la partie nationale

Les conditions d'accès à la justice restent très difficiles pour les justiciables et ce malgré la pluralité d'actions et d'acteurs impliqués dans le domaine de la lutte contre l'impunité en matière de violences sexuelles à l'Est de la RD Congo. Une plus grande implication de la partie nationale et la coordination efficace des différentes initiatives pourront relever le défi. Il apparaît nécessaire et même urgent de définir une politique sectorielle globale, chiffrée et chronométrée dans le secteur de la justice sur laquelle chaque acteur devra s'aligner tout en prévoyant un plan de transfert des compétences à la partie nationale pour assurer la pérennité des actions.

1. Introduction

Ce rapport est le résultat d'un travail de grande envergure commencé il y a plus de deux ans (juillet 2009) par une équipe de 10 personnes auprès de 289 postes de police et 56 institutions judiciaires de droit commun et militaire de tous les territoires du Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri¹. Le projet de monitoring judiciaire a pour objectif la collecte systématique d'informations disponibles et pertinentes pour apprécier la réponse offerte par le système judiciaire aux dossiers de violence sexuelle. Ces informations sont donc en premier lieu issues des registres existants au niveau des sous-commissariats, commissariats, parquets et tribunaux. Elles sont complétées par les données obtenues à travers l'observation effectuée par l'équipe de monitoring judiciaire au cours des descentes et des procès auxquels ils ont assistés. Comme des anthropologues judiciaires, les moniteurs effectuent une observation du rendu de la justice par les différents acteurs responsables de ce service public auprès des citoyens congolais. Ils examinent attentivement l'ensemble de la chaîne pénale au regard des dispositions légales applicables afin d'analyser, comprendre, et étudier. En tout, ce travail a permis de recenser 6554 dossiers de violences sexuelles entrés en justice depuis janvier 2010 et l'observation de 110 procès.

La méthodologie mise en place s'est vue affinée au fil du temps partant de simples canevas papier à une collecte réalisée à partir de téléphones mobiles aujourd'hui. Pour saisir la portée des données reprises dans le rapport, il est important que le lecteur s'imprègne de la méthodologie exposée dans la Partie 3 afin de pouvoir interpréter et comprendre les limites de l'analyse offerte. Ces limites sont inhérentes à toute collecte de données réalisée dans un environnement complexe et dont le sujet comprend de nombreuses ramifications.

Ce travail est divisé en huit parties: Dans une première partie, il est abordé le contexte dans lequel s'inscrit ce travail de monitoring judiciaire du point de vue du secteur de la justice, et en particulier de la lutte contre l'impunité en matière de violences sexuelles en RDC, avec un rappel du cadre juridique applicable. Des informations sur le rendement de la justice doivent nécessairement être accompagnées par une cartographie judiciaire des institutions et acteurs concernés (voir également annexes). La seconde partie retrace la méthodologie de la collecte et de la synthèse des données dont les conclusions sont présentées dans les parties 4, 5 et 6 du rapport : résultats généraux, informations sur les phases pré-juridictionnelles et juridictionnelles. En raison de l'importance du contexte prévalant à l'Est de la RDC, il est toujours fait référence aux données de la réponse de la justice militaire aux affaires de violences sexuelles. Dans ces parties, l'accent est mis sur le respect des dispositions spécifiques en la matière qui visent à protéger les victimes ainsi que les droits à un procès équitable. En marge de la conclusion (Partie 7), sont reprises les recommandations qui ont été obtenues suite à l'atelier de présentation du présent rapport aux autorités judiciaires en date du 24 et 25 mai 2012 à Goma, RDC². Ce rapport espère donner une vision de la réponse judiciaire à la lutte contre l'impunité et nous invitons le gouvernement congolais et les acteurs internationaux à se référer aux conclusions et recommandations lorsqu'il s'agira d'établir les priorités des réformes dans ce domaine.

¹ A l'exception du territoire de Shabunda.

² Voir Compte Rendu de l'atelier organisé par le PNUD : Le monitoring judiciaires des cas de violences sexuelles - Un regard sur la contribution de la justice à la lutte contre l'impunité», 22 et 23 mai 2012, Goma, RDC

2. Contexte et justification

2.1. Le secteur de la justice en République démocratique du Congo (RDC)

Pays en transition après un conflit ayant sévi jusqu'en 2003, les institutions étatiques de la RDC ont été lourdement affectées de longues années durant. Le secteur de la justice n'a pas été épargné et est encore aujourd'hui décrit comme dysfonctionnel en raison de facteurs intrinsèques et extrinsèques à l'appareil judiciaire. C'est le cas de la corruption de ses acteurs, l'insuffisance d'un contrôle rigoureux du travail du personnel judiciaire, et le délabrement de l'ensemble des institutions judiciaires pour ne citer que ceux-ci. Pourtant, la tâche est énorme car la justice congolaise doit aussi répondre à la commission de nombreux crimes et exactions commis contre sa population et rendre justice aux milliers de victimes des violations les plus graves des droits de l'homme³. En particulier, dans un pays post conflit, il est reconnu l'importance à accorder au renforcement de l'état de droit et à l'administration de la justice comme moyen de faire face à l'impunité des crimes commis en droit international, facteurs indispensables d'une coexistence pacifique et de la prévention des conflits armés⁴.

Après l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2006⁵, le Gouvernement congolais s'est engagé à la réforme de la justice à travers l'adoption d'un Plan d'actions pour la réforme de la justice (2007)⁶, et l'élaboration d'une feuille de route (2009)⁷, énonçant les priorités telles que l'accès à la justice et la lutte contre l'impunité. Malgré quelques avancées comme la mise en place du Conseil Supérieur de la Magistrature comme organe de gestion du pouvoir judiciaire⁸ et l'adoption de la loi organique portant statut des magistrats⁹, le secteur de la justice continue à souffrir de nombreux maux et à faire face à des défis importants qui ébranlent progressivement aussi bien sa crédibilité que la confiance des justiciables vis-à-vis des institutions qui le composent, des personnes qui l'animent et de l'Etat qui l'organise. Cette analyse est partagée par plusieurs autorités publiques comme le Premier Président de la Cour Suprême de justice lorsqu'il évoque le besoin « *de mener une lutte contre trois fléaux qui continuent à ternir l'image de la justice à savoir la corruption, la complaisance et l'impunité* »¹⁰.

Le dysfonctionnement reste généralisé allant du manque de ressources et de formations au profit du personnel judiciaire, à l'absence de mécanismes de protection pour les victimes et les témoins, et à l'état délabré du système pénitentiaire¹¹. L'absence d'adoption de la loi de mise en œuvre du Statut de Rome implique que seules les juridictions militaires sont compétentes pour juger des crimes de guerre et des crimes commis contre l'humanité. Si durant ces dernières années, certaines juridictions militaires ont rendu des décisions à l'encontre de militaires et miliciens de groupes armés dans des affaires de crimes les plus graves, cela a, en grande partie, été fait grâce au soutien de la communauté internationale. Alors que le premier jugement dans l'affaire *Le*

³ Voir notamment Rapport Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la RDC, 2010.

⁴ Rapport du Secrétaire général sur le rétablissement de l'état de droit et l'administration de la justice pendant la période de transition dans les sociétés en proie à un conflit ou sortant d'un conflit, 23 août 2004, (S/2004/616); Conseil de Sécurité, 19 janvier 2012, CS10524, 6705 séance.

⁵ Constitution de la RDC du 18 février 2006 telle que modifiée à ce jour.

⁶ Plan d'actions pour la réforme de la justice, Ministère de la justice, 2007.

⁷ Feuille de route du Ministère de la justice pour l'exercice 2009.

⁸ Art. 152 de la Constitution telle que modifiée à ce jour.

⁹ Loi organique n° 06/020 du 10 octobre 2006 portant statut des magistrats.

¹⁰ S'exprimant devant les magistrats du siège des juridictions civiles inférieures à Kinshasa, Kinshasa, le 29 décembre 2011.

¹¹ Rapport Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la RDC, 2010, p. 419 – 431.

Procureur c. Thomas Lubanga a été prononcé le 14 mars 2012¹² après plus de six ans de procès, la CPI continue à enquêter et poursuivre les hauts présumés responsables des crimes commis en RDC ; l'institution n'est toutefois pas épargnée par les difficultés du milieu telles que l'accès aux témoins ou le relais auprès des populations les plus affectées de la signification de la justice par rapport aux attentes et espoirs de chacun¹³.

Au vu de ce rapide état des lieux, il semble alors évident qu'il faut repenser le cadre de réforme de la justice pour mieux cibler les actions prioritaires et assurer une coordination optimale des ressources mises à la disposition de ce secteur. Cette refonte est primordiale en vue d'éviter un saupoudrage des interventions dans un domaine qui pourtant nécessite des appuis coordonnés d'une ampleur considérable. Dans ce cadre, les acteurs nationaux concernés doivent donner la priorité à l'élaboration d'une stratégie globale de la justice disposant d'un cadre d'évaluation rigoureux sur base d'indicateurs de performances¹⁴. Car c'est seulement à partir de l'existence de données fiables que l'on pourra évaluer les performances et redonner confiance à la population, bénéficiaire premier de la justice.

2.2. La lutte contre l'impunité dans le domaine des violences sexuelles

La lutte contre l'impunité dans le domaine des violences sexuelles s'inscrit dans le contexte judiciaire décrit ci-dessus. En raison de l'ampleur indéniable des violences sexuelles en RDC, la thématique a été instruite par de nombreuses recherches qui se sont penchées sur les racines, les conséquences et les perceptions de ce fléau¹⁵. On s'accorde aujourd'hui pour dire qu'à côté des viols commis dans le contexte du conflit (viol comme arme de guerre), la violence sexuelle recoupe un phénomène complexe à plusieurs niveaux allant des crimes opportunistes dans les espaces quotidiens aux pratiques discriminatoires envers les femmes.

Outre les problèmes internes au système judiciaire, les victimes de violences sexuelles rencontrent de nombreux obstacles sur le chemin de la justice parmi lesquels : 1) l'absence de connaissance de leurs droits dans des contextes précaires dominés par les coutumes discriminatoires ou d'autres mécanismes de règlement des conflits¹⁶; 2) l'insécurité de certains milieux caractérisés par l'absence de l'autorité de l'Etat ; 3) la crainte des représailles exacerbée par le fait que les présumés auteurs ne sont pas appréhendés ou s'évadent des cachots¹⁷ ; 4) la honte ou la peur de la stigmatisation vis-à-vis des siens¹⁸.

Pour aborder ces entraves et ces défis, plusieurs initiatives ont été prises par le Gouvernement au cours de ces dernières années : la réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale avec

¹² Thomas Lubanga a été condamné à une peine d'emprisonnement de quatorze années par un jugement du 10 juillet 2012.

¹³ « Espoirs frustrés sur la route de la justice : quelques réflexions sur l'expérience de la Cour pénale internationale en Ituri », Une justice juste ? Société civile, justice internationale et quête de recevabilité en Afrique, Document de discussions n°2, mars 2012, International Refugee Rights Initiative et aprodvi-asbl.

¹⁴ Voir notamment « Il est temps que la justice soit rendue - La République démocratique du Congo a besoin d'une nouvelle stratégie en matière de justice », Amnesty International, août 2011. Ce rapport appelle le gouvernement de la RDC à donner la priorité à une stratégie globale destinée à réformer la justice pénale.

¹⁵ Voir entre autres : Etude anthropologique sur les mécanismes extra-juridictionnels de réponse aux violences sexuelles à l'Est de la RDC, REJUSCO, mars 2010 (Il convient de noter que ce rapport anthropologique a originellement été conçu en complémentarité avec le monitoring judiciaire du traitement judiciaire des cas de violences du programme REJUSCO dont le présent projet constitue la suite). Chris Dolan, « 'War is not yet over' – Community perceptions of sexual violence and its underpinnings in Eastern DRC », International Alert, Novembre 2010. Maria Eriksson Baaz et Maria Stern, « The complexity of violence – A critical analysis of sexual violence in the DRC », Sida, 2010.

¹⁶ Etude anthropologique de REJUSCO explique qu'il y a une primauté de la justice coutumière sur le droit positif dont « le but est avant tout de rétablir l'harmonie sociale et la paix entre les parties en cause, et non la lutte contre l'impunité, et de procéder à une réparation collective pour le préjudice infligé à l'honneur de la famille et pas uniquement à la victime elle-même » constitue un obstacle majeur à l'accès à la justice. », p. 84 et 91.

¹⁷ Par exemple, la situation de la prison d'Aru est particulièrement alarmante. Sur les 85 personnes détenues dans cette prison, 28 se sont évadées en date du 18 décembre 2010, la veille du début de l'audience foraine organisée dans ce territoire.

¹⁸ Chris Dolan, *op. cit.*, p. 45 et 52 et Etude anthropologique, *op. cit.*, p. 56-57.

l'adoption des lois 006/018 et 006/019¹⁹, l'adoption par le Ministère de la Justice de la Feuille de Route relative à la lutte contre l'impunité en matière de violences sexuelles, et, en 2009, la Stratégie nationale de Lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre par le Ministère du genre, de la famille et de l'enfant dont l'une des composantes vise au renforcement de l'application de la loi et la lutte contre l'impunité à travers différentes actions identifiées.

En parallèle, la communauté internationale a appuyé de nombreuses initiatives en grande partie à l'est du pays. Dans le domaine de la justice, plusieurs programmes visent spécifiquement à renforcer l'accès à la justice des victimes de violences sexuelles par le biais d'actions de sensibilisation, de renforcement des capacités de divers acteurs et de la réponse judiciaire. Toutefois, ici aussi, il apparaît que les résultats des actions dans le domaine de la lutte contre l'impunité en matière de violences sexuelles sont encore souvent fragiles en raison de l'absence d'une interaction efficace entre différents acteurs impliqués et en particulier de structures nationales pérennes disposant de capacités et des ressources suffisantes pour assurer le suivi de ces actions. Malgré l'abondance de l'intérêt porté au sujet, peu de données sont disponibles en raison de la difficulté de collecte dans un espace complexe où les structures compétentes ne sont pas nécessairement équipées pour cet exercice, et parce que le chiffre noir des incidents de viol est élevé. Il semble aussi que malgré tous les efforts de coordination consentis, le cadre d'évaluation des résultats et de l'impact ne soit pas à la hauteur de l'amplitude des interventions. Par ailleurs, quels sont les indicateurs pertinents qui nous permettent de déterminer les avancées dans le domaine de la lutte contre l'impunité?

2.3. Le monitoring judiciaire des cas de violences sexuelles

C'est dans ce cadre que le projet Accès à la Justice du PNUD a, sous l'égide du Ministère de la Justice et des Droits Humains, mis en place depuis 2009 un monitoring judiciaire pour les affaires de violences sexuelles²⁰. Ce monitoring dont la méthodologie est élaborée ci-dessous consiste en une observation et une évaluation détaillée et continue de la réponse judiciaire aux cas de violences sexuelles dans les provinces concernées. L'objectif poursuivi par cet exercice consiste à observer la conformité de la pratique judiciaire au regard des dispositions juridiques assurant la répression de ces infractions en droit congolais, mais aussi le respect des règles fondamentales du droit à un procès équitable.

Une surveillance impartiale, détaillée et continue de l'organisation, de la compétence et du fonctionnement du système judiciaire. Elle se réalise à l'occasion, mais pas seulement, du déroulement du procès en justice, à travers l'observation des faits, l'analyse de la conformité ou non de la pratique (la procédure) et des règles (la loi) aux standards internationaux qui sous-tendent l'exigence d'une bonne justice et d'un procès équitable²¹.

Le monitoring judiciaire permet de prendre le pouls du système judiciaire tout entier aux différents stades de la procédure pénale. Il se donne pour objectif de mettre à la disposition des acteurs concernés des données fiables et précises sur la réponse judiciaire, et sensibiliser les autorités sur l'importance de ces informations dans la poursuite de leur mission. Ainsi, l'information récoltée intéresse le corps judiciaire, le corps politique travaillant dans le domaine de la justice, et les

¹⁹ Loi 06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal congolais et loi 06/019 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 6 août 1959 portant Code de procédure pénale congolais.

²⁰ Le monitoring judiciaire a été défini comme une surveillance impartiale, détaillée et continue de l'organisation, de la compétence et du fonctionnement du système judiciaire. Elle se réalise à l'occasion, mais pas seulement, du déroulement du procès en justice, à travers l'observation des faits, l'analyse de la conformité ou non de la pratique (la procédure) et des règles (la loi) aux standards internationaux qui sous-tendent l'exigence d'une bonne justice et d'un procès équitable. « Le Monitoring du Système Judiciaire – Un manuel pratique à l'usage des moniteurs de la société civile congolaise », Global Rights, 2008, p.22

²¹ « Le Monitoring du Système Judiciaire – Un manuel pratique à l'usage des moniteurs de la société civile congolaise », Global Rights, 2008, p.22.

citoyens congolais, bénéficiaires et utilisateurs d'un service qui se doit d'être basé sur le principe d'une bonne administration de la justice.

Ce monitoring judiciaire participe notamment à l'objectif énoncé dans la Feuille de route sur la lutte contre l'impunité des violences sexuelles du Ministère de la justice qui vise à renforcer les capacités de l'appareil judiciaire et élaborer une politique pénale sur les violences sexuelles centrée sur les droits des victimes à travers notamment le développement d'un système centralisé de récolte des données parmi les acteurs de la société civile, la police, les parquets, les auditorats, les cours et tribunaux.

Outil essentiel d'un Etat de droit en construction, le monitoring judiciaire offre des indicateurs pertinents sur le fonctionnement des institutions et les performances du système notamment dans le cadre du contrôle de ses acteurs. Il permet de localiser les besoins en ressources au sein du système judiciaire, et de guider les efforts en faveur des changements législatifs et institutionnels.

2.4. Cadre juridique relatif aux incriminations de violences sexuelles

La Constitution de la RDC du 18 Février 2006

La Constitution de 2006 établit le fondement de la lutte contre l'impunité en matière de violences sexuelles et énonce en son article 15 : « *Les pouvoirs publics veillent à l'élimination des violences sexuelles. Sans préjudice des traités et accords internationaux, toute violence sexuelle faite sur toute personne, dans l'intention de la déstabiliser, de disloquer une famille et de faire disparaître tout un peuple est érigée en crime contre l'humanité puni par la loi* ».

Le Statut de Rome de la Cour Pénale internationale

La ratification par la RDC du Statut de Rome permet la répression des violences sexuelles massives et organisées commises dans le contexte des crimes contre l'humanité²² ou de crimes de guerre²³ comme le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, la stérilisation forcée, ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable. Il peut aussi s'agir d'appliquer d'autres dispositions prévues dans ce Statut telles que celles relatives aux modes de responsabilité²⁴, de protection des victimes et des témoins ou droits de la défense²⁵. Jusqu'à présent, seules les juridictions militaires du pays ont été amenées à poursuivre et juger en appliquant ce traité²⁶.

La loi n° 06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le code pénal congolais

Face à la nécessité de prévenir et de réprimer sévèrement les incriminations se rapportant aux violences sexuelles, la loi 06/018 du 20 juillet 2006 a modifié et complété le Code pénal congolais par « *l'intégration des règles du droit international humanitaire relatives aux infractions de violences sexuelles* »²⁷. Ainsi, cette loi a d'une part redéfini les incriminations de viol, de prostitution forcée, de souteneur et proxénétisme et d'attentat à la pudeur, et a augmenté l'échelle des peines qui y sont applicables. La loi a également enrichi le droit pénal congolais en y ajoutant douze nouvelles infractions de violences sexuelles²⁸ (voir annexe 4).

²² Art. 7 du Statut de Rome. La définition que donne le droit pénal militaire congolais au crime contre l'humanité n'est pas identique à celui du Statut de Rome (Art. 165 à 172 du CPM).

²³ Art. 8 du Statut de Rome.

²⁴ Art. 25 et 28 du Statut de Rome.

²⁵ Art. 55 du Statut de Rome.

²⁶ « Etude de jurisprudence – L'application du Statut de Rome de la Cour pénale internationale par les juridictions de la RDC », Avocats sans frontières, avril 2009.

²⁷ Exposé des motifs de la loi 06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal congolais.

²⁸ Articles 170 à 174n de la loi 06/018 du 20 juillet 2006 complétant et modifiant le code pénal congolais. Ces infractions sont : le harcèlement sexuel, l'esclavage sexuel, le mariage forcé, la mutilation sexuelle, la zoophilie, la transmission délibérée des infections

La loi n° 01/009 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant

La loi 01/009, adoptée trois ans plus tard²⁹, prévoit de nouvelles infractions de violences sexuelles à l'encontre des enfants³⁰, et de nouvelles peines pour certaines infractions prévues par la loi n° 06/018³¹ si ces infractions sont commises sur des mineurs (actes de pédophilie)³².

Pour ce qui est du traitement judiciaire de l'enfant, la loi 01/009, en son Titre III, institue un tribunal pour enfants.³³ Le tribunal pour enfants n'est compétent qu'à l'égard des personnes âgées de moins de 18 ans.³⁴ La loi énonce un certain nombre de mesures que le juge peut prendre: la réprimande avec remise aux parents ou autres personnes exerçant l'autorité parentale ; la remise à un « couple de bonne moralité » ou à une institution publique ou privée, le placement dans un centre médical ou médico-éducatif ; le placement dans un établissement de garde et d'éducation de l'Etat.³⁵ Toute condamnation à la peine d'emprisonnement est interdite.

Les spécificités procédurales introduites par la loi 06/019 du 20 juillet 2006

La loi 06/019 renforce la répression des infractions de violences sexuelles en introduisant des innovations portant sur la célérité de la répression, et la sauvegarde de la sécurité, du bien-être physique et psychologique et de la dignité de la victime³⁶, et la garantie à celle-ci d'une assistance judiciaire.

Dans le souci d'assurer la répression des infractions de violences sexuelles, la loi 06/019 introduit d'autres éléments importants à cet effet :

- Les infractions relatives aux violences sexuelles sont assimilées à des infractions flagrantes pour lesquelles l'arrestation du présumé coupable n'est pas subordonnée à l'information préalable de l'autorité hiérarchique³⁷ ;
- L'amende transactionnelle est interdite en matière de violences sexuelles.³⁸

En raison de la nature et des conséquences spécifiques des violences sexuelles, la loi porte une attention particulière à la situation de la victime de violences sexuelles en la faisant bénéficier de nouveaux droits et en prévoyant des dispositions particulières quant à l'administration de la preuve.

Parmi ces nouveaux droits, on retrouve l'assistance de la victime par un conseil dès le début de la procédure³⁹, le droit à l'examen médical et psychologique⁴⁰ et le droit au huis clos.⁴¹

sexuellement transmissibles incurables, le trafic et l'exploitation d'enfants à des fins sexuelles, la grossesse forcée, la stérilisation forcée, la pornographie mettant en scène les enfants, la prostitution d'enfants, excitation des mineurs à la débauche.

²⁹ Avant l'adoption de la loi 01/009 du 10 janvier 2009 portant ^{protection} de l'enfant, le décret du 6 décembre 1950, complété par l'ordonnance loi n°78/016 du 4 juillet 1978 relatif à l'enfance délinquante constituait le texte de base qui organisait l'administration de la justice juvénile en RDC. Ce texte n'était plus adapté au contexte sociologique de la RDC suite à la guerre et aux crises socioéconomiques, encore moins aux engagements internationaux de la RDC comme la Convention sur les droits des enfants. Voir BICE : « la Protection légale et Judiciaire des enfants en RDC : Problèmes centraux et Propositions », Polycopie, 2004.

³⁰ Telle l'exhibition sexuelle Prévue à l'Art 178.

³¹ Concernant les mineurs, la loi 06/018 prévoit quatre infractions commises à leur rencontre : l'excitation de mineurs à la débauche, le trafic et l'exploitation d'enfants à des fins sexuelles, la pornographie mettant en scène des enfants, la prostitution d'enfant.

³² Art. 168. Les actes de pédophilie s'entendent de toute attirance sexuelle d'un adulte ou d'un adolescent envers un enfant, notamment l'attentat à la pudeur, la relation sexuelle, l'érotisme, la pornographie, l'abus sexuel et le viol.

³³ Art. 84 – 101. En 2010, les tribunaux pour enfants n'étaient pas encore opérationnels au Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri.

³⁴ Art. 95 de la loi 09/001. L'article 96 précise en outre que : « Lorsque l'enfant déféré devant le juge a moins de 14 ans, celui-ci le relaxe comme ayant agi sans discernement et ce, sans préjudice de la réparation du dommage causé à la victime »

³⁵ Art.113 de la loi 09/001.

³⁶ Art. 74bis du Code de procédure pénale.

³⁷ Art. 10 du Code de procédure pénale. L'extension de certaines dispositions du régime de la flagrance ne signifie cependant pas que toute infraction de violence sexuelle doive être considérée comme une infraction flagrante.

³⁸ Art. 9bis de la loi 06/019 du 20 juillet 2006.

³⁹ Art. 7bis alinéa 4 de la loi 06/019 du 20 juillet 2006.

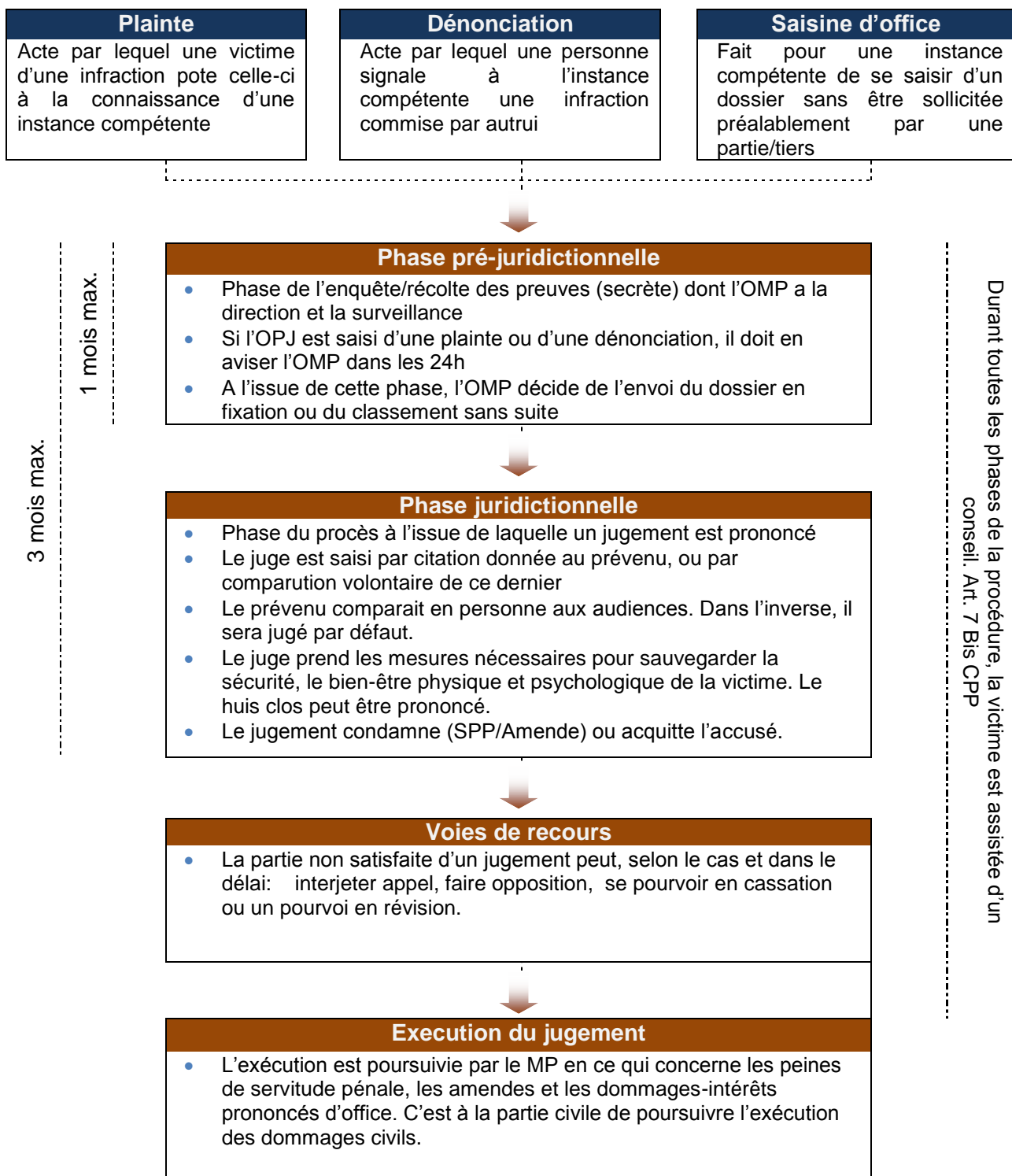
⁴⁰ Art. 14bis du Code de procédure pénale.

⁴¹ Art. 74bis, al. 2 du Code de procédure pénale.

Le droit à un procès équitable

Il convient aussi d'indiquer que les principes du droit à un procès équitable s'appliquent à toutes les phases de la procédure pénale, c'est-à-dire aussi bien durant la phase pré-juridictionnelle de l'enquête et de l'instruction que durant la phase juridictionnelle, lors de la rédaction du jugement et de son exécution. Ces règles dérivent des principes fondamentaux énoncés dans la Constitution de 2006 et des conventions internationales ratifiées par la RDC.

2.5. Aperçu du cadre procédural



2.6. Cartographie judiciaire des provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu et du district de l'Ituri

Les cartes ci-dessous indiquent la répartition géographique des instances judiciaires (Ministère public, Inspectorats, Cours et Tribunaux) dans le Nord Kivu, le Sud Kivu et l'Ituri. Pour plus d'informations relatives à l'effectif au sein de ces instances, voir annexes 1, 2, et 3.

Les juridictions de droit commun et militaires

Au niveau des juridictions de droit commun, une Cour d'appel est instituée dans chaque chef-lieu des Provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu, alors que l'Ituri, en tant que District, dépend de la compétence de la Cour d'appel de Kisangani se trouvant à plus ou moins 660 km. La loi préconise un tribunal de paix (« tripaix ») dans chaque territoire, et au moins un tribunal de grande instance dans chaque ville de la Province⁴². Néanmoins de nombreux territoires sont dépourvus d'un tribunal de paix comme Walikale, Rutshuru et Nyiragongo au Nord Kivu⁴³, Idjwi, Fizi et Kabare au Sud Kivu, Djugu et Irumu en Ituri⁴⁴. En outre, les tribunaux de paix de Walungu, Fizi, Shabunda, Masisi et Mambasa sont construits mais ne sont pas encore opérationnels faute d'affectation des magistrats. Dans la Province du Sud Kivu, le tribunal d'Uvira est compétent pour l'ensemble de la Province à l'exception de la ville de Bukavu ce qui lui laisse une étendue très vaste à couvrir. Des sièges secondaires de tribunaux et parquets sont institués à Kabare (Kavumu) et à Mwenga (Kamituga).

Il convient de préciser la compétence matérielle des tripaix par rapport aux TGI. La loi dispose que les tripaix connaissent des infractions punissables au maximum de 5 ans de servitude pénale principale. Cette disposition a pour conséquence que les tripaix ne sont pas compétents pour traiter la plupart des dossiers impliquant des présumés auteurs de violences sexuelles, à l'exclusion de l'attentat à la pudeur⁴⁵. Les tripaix sont néanmoins compétents pour prendre des mesures dans les dossiers des enfants en conflit avec la loi jusqu'à la mise en place des tribunaux pour enfants⁴⁶.

Au niveau des juridictions militaires, le tribunal de garnison de Bunia dépend de la Cour militaire située dans le chef-lieu de la Province Orientale, Kisangani. En vue de renforcer la présence des parquets militaires, des auditorats secondaires sont implantés dans la majorité des territoires assistés par des inspecteurs. Il n'y a pas de juridiction militaire à Nyiragongo, Djugu, Idjwi, Walungu et Kabare.

Au Nord Kivu, il a été mis en place une Cour militaire opérationnelle pour accompagner les unités des FARDC en opération⁴⁷ depuis le 9 janvier 2008⁴⁸. Faute de magistrats, le 1^{er} président de la Cour militaire supérieure assume la fonction du 1^{er} président de la Cour opérationnelle. Un parquet militaire opérationnel près cette Cour a été institué⁴⁹. Une des particularités de la Cour militaire opérationnelle est que les arrêts qu'elle rend ne sont susceptibles d'aucun recours⁵⁰.

⁴² Art. 22 et 31 de l'O-L 82-020 portant COCJ.

⁴³ C'est le parquet de Goma qui est compétent territorialement pour Walikale, Masisi et Rutshuru et Nyiragongo.

⁴⁴ Les juges des tribunaux de paix remplissent les fonctions d'OMP, art. 17, al. 2, Ordonnance-loi 82-020 du 31/03/1982 portant Code d'Organisation et de Compétence Judiciaire (« COCJ »).

⁴⁵ Art. 86 Ordonnance-loi 82-020 du 31/03/1982 portant Code d'Organisation et de Compétence judiciaires.

⁴⁶ Art. 92 Ordonnance-loi 82-020 du 31/03/1982 portant Code d'Organisation et de Compétence judiciaires.

⁴⁷ Il y a la Zone 1 (Rutshuru) et la Zone 2 (Masisi et Walikale). Pour la Zone 3 au Sud Kivu, ce sont les parquets militaires ordinaires qui sont compétents.

⁴⁸ Ordonnance n° 08/003 portant implantation d'une Cour militaire opérationnelle, 9 janvier 2008. Voir art. 19 du CJM.

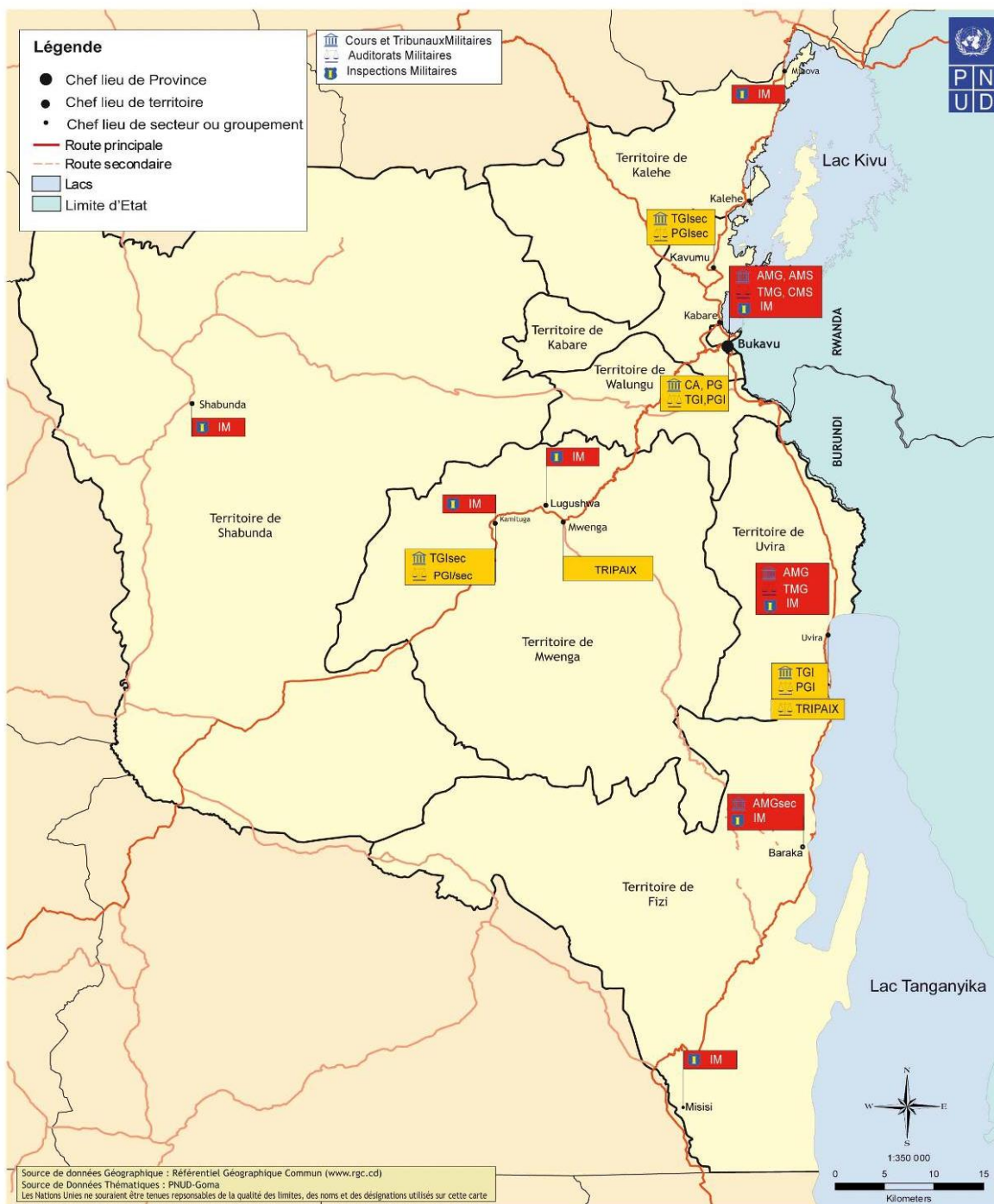
⁴⁹ Egalement dépourvu de personnel, l'Auditeur militaire opérationnel travaille avec les magistrats des parquets militaires de garnison qui ont été mis à sa disposition par ordre permanent de l'Auditeur Général, Entretien avec un magistrat du PMG de Goma, 18/02/2011, Goma.

⁵⁰ Art. 87 du CJM. Il y a lieu de la conformité de cette disposition au regard de l'article 21 alinéa 2 de la Constitution et de l'article 14 paragraphe 5 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

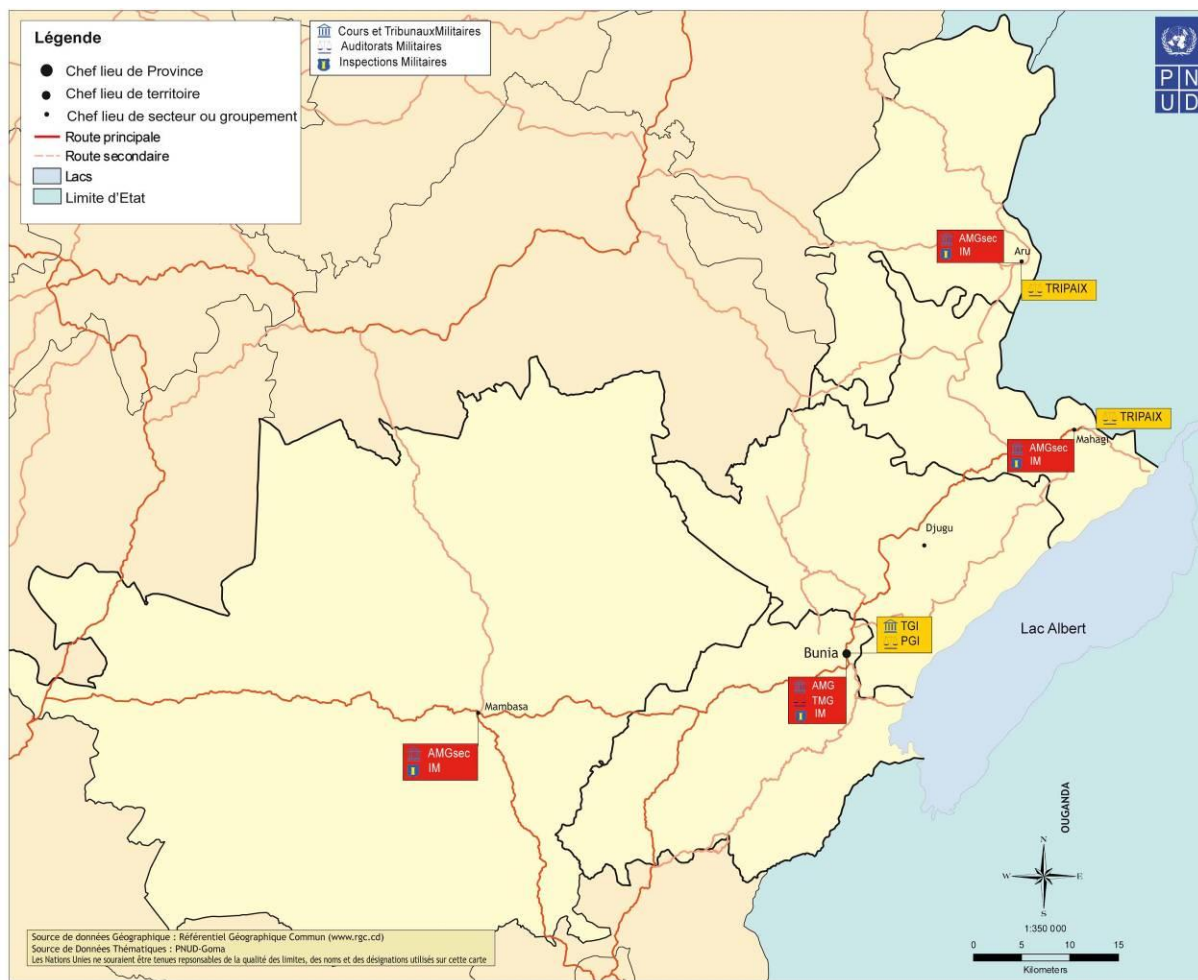
Les Officiers de police judiciaire

D'après les données mises à notre disposition, il y aurait actuellement 804 officiers de police judiciaire (OPJ) – dont 35 femmes – répartis sur l'ensemble des territoires du Nord Kivu, du Sud Kivu et de l'Ituri. 54 OPJs travaillent au sein des unités de police spéciale de protection de l'enfant et de la femme avec un effectif féminin de 14 OPJs en son sein (annexe 7). Il existe une carence importante de ces derniers, en particulier dans certains territoires.

Des brigades judiciaires sont attachées aux différents parquets. Au niveau des juridictions militaires, on parle d'inspectorats. En outre, il y a des OPJs militaires qui, de par leur grade, sont compétents dans les limites prescrites par la loi. Ces OPJs se trouvent dans les bureaux 2 des FARDC, soit 13 au Nord Kivu, 42 au Sud Kivu et 7 en Ituri.



Carte 1 – Cartographie judiciaire du Sud Kivu, juridictions militaires (en couleur rouge) et de droit commun (en couleur jaune)



Carte 3 - Carte 4 - Cartographie judiciaire de l'Ituri, juridictions militaires (en couleur rouge) et de droit commun (en couleur jaune)

3. Méthodologie

Pour atteindre l'objectif de renforcer le rôle et la réponse du système de justice en encourageant ceux qui en font partie à s'acquitter de leurs obligations, le monitoring judiciaire repose sur des principes et règles bien déterminés. En outre, comme toute analyse quantitative, le monitoring judiciaire suppose une méthodologie rigoureuse avec des limitations qu'il convient de comprendre pour saisir les données présentées dans ce rapport.

3.1. Les principes du monitoring judiciaire

Tout outil de monitoring doit reposer sur des principes et des techniques. Celles-ci ont déjà fait l'objet de plusieurs ouvrages basés sur des expériences concrètes dans plusieurs pays post conflit. On peut citer notamment le manuel de référence de l'OSCE sur l'observation du procès à l'intention des praticiens⁵¹ ou le rapport sur l'observation des systèmes judiciaires du Haut Commissariat aux Droits de l'homme des Nations-Unies⁵². De l'ensemble de ces principes, le monitoring judiciaire mis en œuvre par le PNUD a intégré les pratiques et les limitations suivantes :

1. Au niveau de l'organisation et de la formation de l'équipe – l'équipe du monitoring judiciaire est composée de 9 moniteurs juristes et d'un coordonnateur qui sont membres à part entière du personnel du PNUD. Les moniteurs ont tous des diplômes en droit avec une expérience pertinente de pratique judiciaire au niveau national. Les moniteurs ont bénéficié de plusieurs formations notamment sur l'outil de monitoring des procès et sur les techniques de collecte des données⁵³. Les membres de l'équipe se réunissent de manière régulière pour partager les défis et s'assurer de l'uniformisation dans l'interprétation des données ;
2. Au niveau des principes fondamentaux sous-jacents – le monitoring suppose le respect des principes d'impartialité, d'objectivité et de confidentialité. En particulier, l'objectivité suppose que l'observation ainsi menée vise à produire des informations précises et fiables sans parti pris ni partialité, en vue d'être acceptées par le plus grand nombre de parties prenantes⁵⁴. Ces principes sont repris dans le code de bonne conduite signé par chaque moniteur, code que ce dernier s'engage à respecter dans l'exercice de ses fonctions ;
3. Au niveau de la limitation temporelle – le monitoring judiciaire dont il est question dans ce rapport a débuté le 1^{er} janvier 2010. Cela signifie que sont prises en considération les affaires ayant débuté en justice à cette date ou après celle-ci. Concernant les données reprises dans ce rapport, l'observation et la collecte de données se sont réalisées jusqu'au 31 décembre 2011. En vue de contrecarrer le fait qu'en général s'écoule un certain laps de temps avant que l'inscription des informations dans les registres n'intervienne, l'équipe a effectué une descente auprès des institutions judiciaires au courant du mois de mai 2012 pour récolter les données relatives à l'avancement de certains dossiers en 2011. Ces informations n'ont pas été considérées dans les tableaux principaux de ce rapport mais reprises en notes de bas de page;
4. Au niveau de la limitation institutionnelle - toutes les institutions judiciaires (Ministère public, cours et tribunaux) appartenant à la justice de droit commun et à la justice militaire ont fait l'objet de cet exercice de monitoring. Les Etats-majors de la PNC, les commissariats et

⁵¹ Trial-Monitoring, A reference manual for practitioners, OSCE/ODIHR 2008.

⁵² Rule of Law tools for post conflict States, Monitoring legal systems, United Nations, 2006.

⁵³ En février 2011, un atelier d'échanges s'est tenu entre les moniteurs juristes et des experts en droit congolais pour discuter des données et de l'analyse au regard des dispositions juridiques pertinentes.

⁵⁴ Trial-Monitoring, A reference manual for practitioners, OSCE/ODIHR 2008, p. 20 et suivantes.

sous-commissariats des territoires concernés ainsi que les services de police spécialisée dans la lutte contre les violences sexuelles (PSPEF/PELVS) ont également été visités.

5. Au niveau de la limitation géographique – l'observation a concerné tous les territoires des Provinces du Nord Kivu, Sud Kivu et du District de l'Ituri à l'exclusion du territoire de Shabunda au Sud Kivu⁵⁵.
6. Au niveau de la sélection des dossiers judiciaires – ceux pour lesquels la prévention retient au moins une incrimination de violence sexuelle telle que contenue dans le Code pénal congolais (voir annexe 4) ou le Statut de Rome – ;
7. Au niveau des problématiques observées – le tableau ci-dessous liste certaines problématiques en fonction des différentes sources de données.

Problématiques qui peuvent être observées à partir des registres
<ul style="list-style-type: none">• Nombre de dossiers qui entrent en justice (Police, Ministère public, Cours et Tribunaux)• Profil des victimes (âge et sexe)• Profil des prévenus (âge et sexe)• Taux de déperdition• Respect des délais procéduraux• Rendement des institutions à un moment donné dans le temps• Issue de la procédure judiciaire au niveau de l'enquête (poursuite ou classement sans suite) et du procès (condamnation/acquittement)• Peines prononcées
Problématiques qui peuvent être observées à partir de la participation aux audiences
<ul style="list-style-type: none">• Respect des garanties procédurales• Aspects relatifs aux droits de la défense (preuves notamment les témoins, qualité de l'enquête)
Problématiques qui peuvent être observées à la lecture de la jurisprudence
<ul style="list-style-type: none">• Respect des prérogatives de la victime et des modalités de participation à la procédure (constitution de partie civile, présence au procès, réquisition à médecin et à psychologue, mesures de protection...)• Aspects relatifs aux droits de la défense• Verdicts (peines, amendes, circonstances aggravantes, circonstances atténuantes...)• Application et interprétation de la loi (éléments constitutifs de l'infraction)• Raisonnement du juge (preuves, faits, narration)• Réparation civile

3.2. La synthèse des données collectées

Pour pouvoir produire une analyse relative à ces diverses problématiques, plusieurs données pertinentes vont être collectées à plusieurs niveaux. Il convient de regarder la nature et les sources de ces informations judiciaires ainsi que le traitement et la conservation de celles-ci.

Nature et sources des données collectées

Le monitoring judiciaire repose sur plusieurs types d'informations: les données purement quantitatives et les données issues de l'observation des faits. En ce qui concerne les sources de ces données⁵⁶, il s'agit :

⁵⁵ Le territoire de Shabunda n'a pas été pris en compte pour les raisons suivantes : difficulté d'accéder à ce territoire, insécurité et insuffisance du personnel du PNUD au Sud Kivu qui n'a pas permis la couverture d'un territoire aussi grand que Shabunda.

- Des registres des institutions concernées ;
- De l'observation issue de la participation aux procès ;
- Des décisions judiciaires ;
- Des rapports publics pertinents.

La grande partie des informations constituant ce rapport sont issues des registres des institutions judiciaires. Les registres suivants ont été consultés :

- Au niveau du ciat/sciat : 1) le registre des plaintes ; 2) le registre d'écrou ; 3) le registre de transmission des suspects. Il convient de noter que la plupart des ciats et sciats ne disposent pas de registres imprimés et utilisent des cahiers. La conséquence est que les registres ne sont pas uniformes au niveau des rubriques avec les mêmes données à tous les niveaux ;
- Au niveau du parquet de grande instance (secrétariats des parquets): 1) le Registre du Ministère Public (RMP) ; 2) le registre de détention ;
- Au niveau du tribunal : 1) registre du rôle pénal (RP) ; 2) le registre rôle des enfants en conflit avec l'Enfant (RECL) ; 3) le registre du rôle en appel, 4) le registre d'exécution des jugements.

Au niveau de l'observation des procès, les moniteurs ont assisté à 110 procès au premier degré dont 84 devant les juridictions de droit commun et 26 devant les juridictions militaires⁵⁷. Ces procès ont été choisis au hasard parmi les affaires se trouvant dans la base de données.

L'analyse jurisprudentielle s'est réalisée sur un échantillon de 110 décisions ou jugements⁵⁸ pris au hasard parmi les affaires se trouvant dans la base de données (64 rendues par les juridictions de droit commun, 46 par les juridictions militaires)⁵⁹.

La compilation des données collectées

Pour être efficace, le monitoring judiciaire suppose que la collecte, la compilation et la synthèse de l'information soient fiables et uniformes. Cela requiert une méthodologie rigoureuse qui repose sur des rubriques bien déterminées et une interprétation commune à toute l'équipe par application de standards communs dans l'analyse des faits.

En fonction des sources de l'information, celle-ci a été compilée et analysée distinctement.

En ce qui concerne les informations issues des registres des institutions, la compilation des informations recueillies repose sur un enregistrement par dossier judiciaire. Pour chaque affaire, des informations vont être collectées pour ensuite être compilées dans une base de données. Il convient de noter que les données collectées sont celles qui se trouvent dans les registres consultés et disponibles dans les institutions visitées. Cette compilation est objective et ne suppose pas une interprétation de l'information.

Les informations sont d'abord recueillies à l'aide de formulaires papier et transposées dès le retour de mission dans un document sous format Excel agencé par territoires des différentes provinces.

⁵⁶ Ces sources peuvent en outre être classées entre les sources primaires comme l'observation des procès et les sources secondaires comme les entretiens avec les acteurs concernés.

⁵⁷ Il s'agit de 65 procès au Nord Kivu (41 devant le TGI de Goma, 7 devant le TpE Goma, 2 devant le TMG Goma, 11 devant le TGI Beni et 4 devant le TMG Beni), 35 au Sud Kivu (11 au TMG de Goma, 4 à la CM, 7 au TGI de Goma et 8 au TpE), et 15 en Ituri 510 au TGI de Bunia et 5 au TMG de Bunia)

⁵⁸ Ces décisions ont été sélectionnées au hasard parmi les décisions rendues par les juridictions au courant de l'année 2011.

⁵⁹ 19 décisions de l'Ituri, 68 décisions du Nord Kivu et 23 décisions du Sud Kivu. Sur les 110 dossiers, 96 cas concernent une victime mineure.

Les affaires sont enregistrées selon leur mois d'entrée en justice. Ce document comprend 41 rubriques dont le numéro de PV, la date de réception, la date de transmission, le numéro RMP, le statut du présumé auteur, la date d'envoi en fixation/de classement sans suite, le numéro RP/RED, la date d'enrôlement, la date d'appel éventuel. Ce sont ces rubriques qui sont ensuite compilées pour constituer les tableaux proposés dans ce rapport. En mars 2012, le projet a fait appel à un expert en vue de codifier toutes les rubriques de la base de données et permettre une synthèse plus aisée de l'ensemble des informations des 6554 affaires ainsi identifiées.

Cet ensemble de dossiers judiciaires constitue l'échantillon de base de l'analyse contenue dans ce rapport et est constitué de 6554 cas, soit 3079 cas pour 2010 et 3475 cas pour 2011.

Néanmoins, du fait que les registres ne sont pas toujours complets, les informations ne sont pas disponibles pour tous les dossiers judiciaires. Ainsi, pour chaque information exposée dans ce rapport, il est toujours indiqué l'information inconnue (indiquée comme nombre « N ») et le pourcentage qu'elle représente par rapport à l'information connue. Dans ces hypothèses, l'échantillon est plus petit mais constitue néanmoins un échantillon fiable sur lequel il est possible de baser une analyse et des tendances.

Au niveau des préventions, une seule prévention a été retenue pour chaque dossier pour éviter des doublons dans la compilation dans la mesure où l'ensemble des données repose sur l'échantillon de base par dossier judiciaire. Dans ce sens, la prévention qui sera comptabilisée est la première inscrite dans le registre consulté. Par exemple, si les préventions de viol et de grossesse forcée ont été retenues dans un dossier, et que la prévention de viol est la première dans le registre, ce dossier apparaîtra dans le tableau sous la prévention de viol et ne sera pas comptabilisé au niveau de la grossesse forcée. En revanche, les précisions seront apportées en note de bas de page.

Au niveau du mode de responsabilité, la tentative de commettre une infraction n'est pas reprise en tant que telle mais comptabilisée au même titre que la commission de l'infraction. Il en va de même pour la complicité.

Au niveau des dossiers impliquant plusieurs victimes ou plusieurs prévenus, l'âge retenu est la moyenne d'âge de l'ensemble des victimes.

Il est également très important de saisir le cadre temporel dans lequel s'inscrit ce monitoring judiciaire. Comme indiqué ci-dessus, il ne prend en compte que les dossiers judiciaires entrés en justice à partir du 1^{er} janvier 2010. En outre, les données exposées sont celles qui se trouvaient dans les registres en date du 31 décembre 2011. Depuis lors, des registres ont été complétés pour des informations disponibles avant cette date, et les dossiers judiciaires ont suivi leur cours. En ce qui concerne les registres qui ont été complétés entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mai 2012 pour des informations datées d'avant le 31 décembre 2011, ces informations ne sont pas reprises dans les tableaux. Néanmoins, l'information se trouve dans la note de bas de page. En ce qui concerne les dossiers qui ont suivi leur cours, ces données ne sont pas reprises ici, étant hors du champ temporel.

En ce qui concerne les données issues des jugements : certaines données sont quantitatives d'autres sont qualitatives. Pour les données quantitatives, elles ont été compilées systématiquement dans une base de données reprenant l'ensemble des informations pertinentes par affaire judiciaire. L'information non disponible est toujours précisée au titre de l'inconnue. Les données qualitatives ont été exposées sous la forme d'une analyse jurisprudentielle.

Vers une nouvelle technologie de collecte de l'information

A l'avenir, en vue de faciliter la collecte des données et permettre une synthèse régulière de l'information dans le cadre du programme de monitoring mis en œuvre par le PNUD, la collecte se réalisera à partir de questionnaires enregistrés sur des téléphones mobiles. L'ensemble des informations sera ensuite téléchargé dans une base de données unique dont tous les champs seront codifiés, permettant une analyse beaucoup plus rapide à intervalles réguliers. Les questionnaires auront l'avantage de reprendre des questions fermées qui permettront de limiter l'information inconnue. En outre, la création de nouveaux questionnaires est envisagée pour ouvrir l'analyse à d'autres domaines du droit ? Les téléphones mobiles ont l'avantage d'être faciles à déplacer et facilement rechargeables. En avril 2012, les moniteurs ont bénéficié d'une formation sur cette nouvelle technologie de collecte de données via les smartphones et commenceront à utiliser cette nouvelle technologie pour le monitoring judiciaire de 2012. Pour plus d'information sur la technologie, voir <http://www.kobotoolbox.org/>.

4. Résultats généraux du monitoring judiciaire

4.1. Les dossiers enregistrés en justice : une légère augmentation entre 2010 et 2011

Au cours des années 2010 et 2011, 6554 cas de violences sexuelles ont été enregistrés auprès des instances judiciaires de droit commun et militaires de l'Est de la RDC, soit 3079 cas pour 2010 et 3475 cas pour 2011. Il y a une augmentation générale de 396 cas (13%) entre 2010 et 2011, augmentation qui se confirme aussi bien au Nord Kivu (augmentation de 16%), qu'au Sud Kivu (augmentation de 20%) et qu'en Ituri (augmentation de 1%).

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	867	1353	859	3079
2011	875	1573	1027	3475
Total	1742	2926	1886	6554

Tableau 1 - Distribution des cas en justice par province/district 2010-2011

Sur ces 6554 cas, 5042 cas (77%) ont commencé à la PNC, 1076 cas (16%) ont commencé auprès du Ministère public, et 436 cas (7%) ont fait l'objet d'une citation directe devant un tribunal. Il convient de noter que 183 cas (3%) enregistrés à la PNC ont par la suite fait l'objet d'une citation directe auprès d'un tribunal ce qui aboutit à un total de 619 (9%) citations directes en 2010/2011.

Sur l'ensemble de ces 6554 cas, 652 décisions ont été rendues dont 392 (60%) condamnations et 206 (32%) acquittements⁶⁰. Sur les 652 décisions rendues, 582 (81%) concernent l'infraction de viol.

Ces cas se répartissent territorialement de la sorte :

	Aru	Djugu	Irumu	Mahagi	Mambasa	Total IT
2010	116	191	375	151	34	867
2011	102	215	404	118	36	875
Total	218	406	779	269	70	1742

Tableau 2 - Distribution par territoire des cas enregistrés en Ituri

	Beni	Goma	Lubero	Masisi	Nyiragongo	Rutshuru	Walikale	Total NK
2010	342	451	244	60	14	169	73	1353
2011	375	533 ⁶¹	298	109	0	206	52	1573
Total	717	984	542	169	14	375	125	2926

Tableau 3 - Distribution par territoire des cas enregistrés au Nord Kivu

	Bukavu	Fizi	Idjwi	Kabare	Kalehe	Mwenga	Uvira	Walungu	Total SK
2010	217	56	28	123	162	95	146	32	859
2011	272	75	33	243	165	88	132	19	1027
Total	489	131	61	366	327	183	278	51	1886

Tableau 4 - Distribution par territoire des cas enregistrés au Sud Kivu (Exclusion du territoire de Shabunda)

Certains territoires ont connu une forte hausse d'enregistrement de cas de violences sexuelles en justice entre 2010/2011 comme les territoires de Kabare/Sud Kivu (augmentation de 98%) et

⁶⁰ Dans 8% des cas, une décision a été rendue mais l'issue du procès n'est pas disponible.

⁶¹ Sur ces 533 affaires, 92 sont entrées au niveau du Tribunal pour Enfants de Goma et 97 sont entrées au niveau du juge pour enfants du TGI/Goma.

Masisi/Nord Kivu (augmentation de 82%), suivis par le territoire de Fizi (augmentation de 33%) et la ville de Bukavu (augmentation de 25%). En revanche, les endroits suivants ont connu une diminution d'enregistrement de cas : le territoire de Walungu (diminution de 41%), le territoire de Walikale (diminution de 29%), la ville de Goma (diminution de 24%) et le territoire de Mahagi (diminution de 22%).

Parmi les facteurs qui permettent d'expliquer l'augmentation des chiffres entre 2010 et 2011, on peut citer :

- L'instauration de PSPEF/PELVS dans certains de ces endroits par exemple à Kitchanga (territoire de Masisi) ou l'affectation de points focaux de cette unité spécialisée comme à Baraka ;
- L'amélioration des conditions sécuritaires de certains endroits ;
- L'implication des ONGs dans la lutte contre l'impunité pour les violences sexuelles.

Inversement, les facteurs suivants doivent être pris en compte pour expliquer la diminution de dossiers dans certains endroits :

- L'insécurité de certains milieux ;
- Le découragement des victimes du fait de la réponse inadéquate donnée par les institutions judiciaires, par exemple la libération de présumés auteurs ;
- Dissuasion en raison des sensibilisations faites sur la loi comme à Goma.

Sur ces 6554 cas, 465 d'entre eux (7%) concernent des dossiers relevant de la compétence de la justice militaire. Ces cas concernent soit des affaires introduites devant une institution judiciaire militaire, soit des affaires impliquant des hommes en arme. Les instances judiciaires militaires de l'Ituri ont enregistré 24 cas en 2010 et 28 cas en 2011. Le Sud Kivu a connu également une augmentation au niveau de la justice militaire de 30 cas entre 2010 et 2011. En revanche, cette augmentation ne s'est pas confirmée au Nord Kivu où les juridictions militaires connaissent une diminution d'enregistrement des cas dont le nombre passe de 130 à 97 cas (diminution de 25,4%).

4.2. Comparaison avec les données de violence sexuelle au niveau médical

La comparaison du nombre de cas de violences sexuelles en justice avec les chiffres compilés au niveau médical indique un écart assez important.

Au Nord Kivu, alors que les chiffres indiquent 2926 cas enregistrés au niveau judiciaire, les données médicales du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) pour la même période relèvent 9130 cas enregistrés au niveau des structures médicales, soit 3 fois plus. Une étude comparative plus poussée relève que cet écart existe effectivement pour les territoires de la Province mais pas pour la ville de Goma⁶² et le territoire de Beni⁶³ : en effet, à Goma, 465 cas ont été enregistrés auprès de la justice, 305 cas au niveau des structures médicales en 2010. En 2011, cette même tendance se confirme avec 344 au niveau de la justice et 260 au niveau médical. De même à Beni avec 375 cas en justice pour 267 au niveau médical.

⁶² Les chiffres médicaux pour Goma sont confondus avec ceux de Nyiragongo.

⁶³ Pour Beni, cette affirmation est vraie uniquement pour 2011.

Inversement, pour certains territoires, le nombre d'incidents au niveau du médical est 10 à 12 fois plus élevé qu'au niveau de la justice comme par exemple à Rutshuru⁶⁴ et Masisi⁶⁵.

Territoire	Médicale	Psycho sociale	Juridique	Total
Rutshuru	1782	1797	49	2102
Masisi	1114	1115	94	1354
Lubero	732	701	14	802
Beni	267	171	45	293
Goma et Nyiragongo	260	262	73	343
Walikale	288	304	38	591
Total	4443	4350	313	5485

Tableau 5 - Prise en charge victimes Nord Kivu, 2010 (Données FNUAP)

Territoire	Médicale	Psycho sociale	Juridique	Total
Rutshuru	1939	2109	221	2163
Masisi	996	1198	335	1342
Lubero	414	339	22	475
Beni	530	353	121	651
Goma et Nyiragongo	305	307	98	379
Walikale	503	496	108	533
Total	4687	4802	905	5543

Tableau 6 - Prise en charge victimes Nord Kivu, 2011 (Données FNUAP)

Au niveau de l'Ituri, les écarts entre les chiffres de la justice (1742 cas) et les chiffres fournis par le FNUAP au niveau médical (1826) sont moins importants. A Aru et Mahagi, les chiffres sur les cas enregistrés en justice (102 et 118 respectivement) sont entre 2,3 et 2,7 plus élevés qu'au niveau de la prise en charge médicale (44 et 43 respectivement).

Territoire	Médicale
Aru	44
Irumu	1279
Mambasa	236
Djugu	224
Mahagi	43
Total	1826

Tableau 7 - Prise en charge des victimes Ituri, 2011 (Données FNUAP)

Les données médicales du Sud Kivu proviennent d'une autre source : la Division Provinciale de la Santé (DPS). Le total de cas incidents collectés par cette institution est de 10 022 pour 2011, et les cas enregistrés en justice sont de 1027. C'est uniquement à Idjwi que l'on rencontre des chiffres judiciaires (33) plus élevés que ceux de la DPS (16).

Territoire	Médicale
Bukavu	1129
Fizi	938
Idjwi	16
Kabare	362
Kalehe	2591
Mwenga	808
Shabunda	2151
Uvira	1147
Walungu	880
Total	10022

Tableau 8 -Total cas incidents, Division Provinciale de la Santé, Sud Kivu, 2011

⁶⁴ 372 cas au niveau de la justice pour 3721 cas au niveau médical pour 2010 et 2011.

⁶⁵ 169 cas au niveau de la justice pour 2110 cas au niveau médical pour 2010 et 2011.

4.3. Les préventions de violences sexuelles

	Nord Kivu	Sud Kivu	Ituri	Total
Viol	2165	1127	1258	4559
Excitation mineurs à la débauche	0	5	1	6
Grossesse forcée	3	7 ⁶⁶	6	16
Transmission délibérée des MST	2	1	2	5
Souteneur	1	3	0	4
Proxénétisme	8	1	1	2
Harcèlement sexuel	17	13	5	35
Mariage forcé	10	6	6	22
Inconnu	182	119	93	394

Tableau 9 – Nombre de cas en fonction de la prévention principale retenue au niveau de la PNC⁶⁷ (N=5.042)

	Nord Kivu	Sud Kivu	Ituri	Total
Viol	91%	88%	92%	90%
Excitation mineurs à la débauche	0%	0%	0%	0%
Grossesse forcée	0%	1%	0%	0%
Transmission délibérée des MST	0%	0%	0%	0%
Souteneur	0%	0%	0%	0%
Proxénétisme	1%	0%	0%	0%
Harcèlement sexuel	1%	1%	0%	1%
Mariage forcé	0%	0%	0%	0%
Inconnu	8%	9%	7%	8%

Tableau 10 - Pourcentages des cas en fonction de la prévention principale retenue au niveau de la PNC (N=5.042)

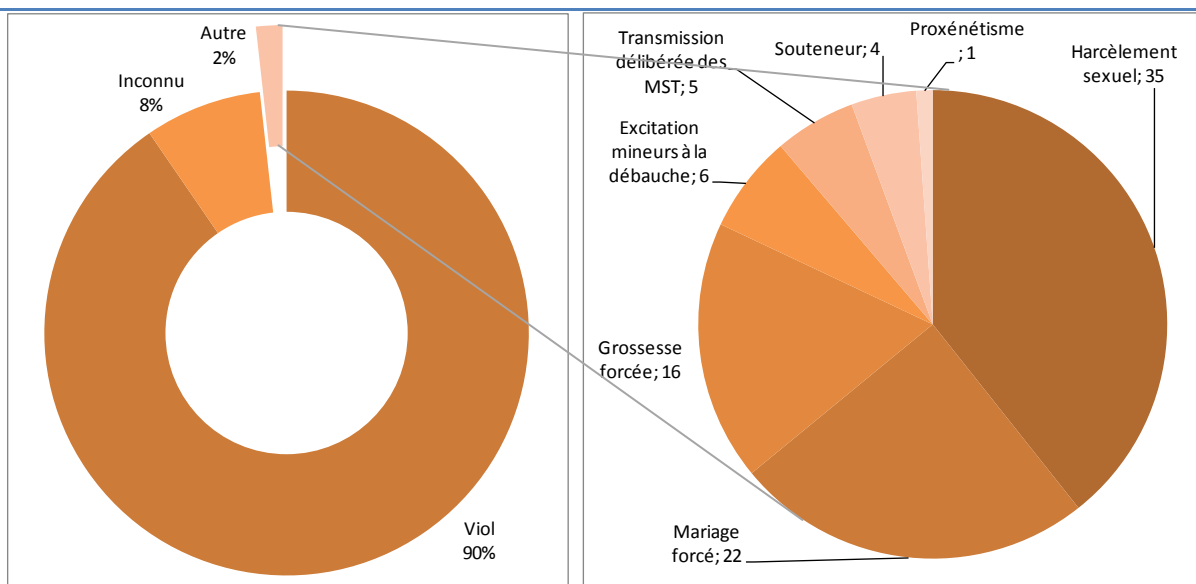
Sur les 5042 cas de violences sexuelles ayant été enregistrés au niveau de la PNC, 4559 des affaires (90%) ont reçu la qualification de viol, contre seulement 35 affaires (1%) de harcèlement sexuel. Concernant les autres infractions de violences sexuelles, celles-ci ont très rarement été retenues tel que cela est repris dans le schéma ci-dessous. Ces chiffres très bas peuvent s'expliquer notamment par le fait que les victimes ne connaissent pas leurs droits, et ne portent donc pas plainte en justice notamment parce que la violence sexuelle subie ne constitue pas un comportement réprimé par la coutume⁶⁸ ou parce que la victime et/ou son entourage se tournent vers un autre mécanisme de règlement du conflit que la justice. Ces chiffres révèlent aussi une certaine inaction de la part des autorités judiciaires notamment en ce qui concerne la poursuite des infractions de proxénétisme, d'exploitation sexuelle des enfants et autres infractions liées au « commerce sexuel ». Le Ministère public a pourtant l'obligation de poursuivre d'office⁶⁹ ces infractions. En outre, la PSPE-F devrait également jouer un rôle plus proactif dans ce domaine.

⁶⁶ 7 autres cas de grossesse forcée (faisant un total de 14 grossesses forcées pour le SK) ont été enregistrés mais étant également qualifiés de viol, ils sont repris sous l'infraction principale de viol dans les chiffres ci-dessus.

⁶⁷ Comme indiqué dans la partie relative à la méthodologie, la tentative de l'infraction est enregistrée sous l'infraction.

⁶⁸ Etude anthropologique, *op.cit.*, p. 45. Cette étude indique que sur base d'une analyse sémantique des mots couramment employés pour désigner la violence sexuelle, « on se rend compte que seule l'infraction de viol existe pour les communautés ».

⁶⁹ Outre le harcèlement sexuel commis sur une personne majeure, tous ces actes peuvent faire l'objet de poursuites initiées d'office par l'autorité judiciaire.

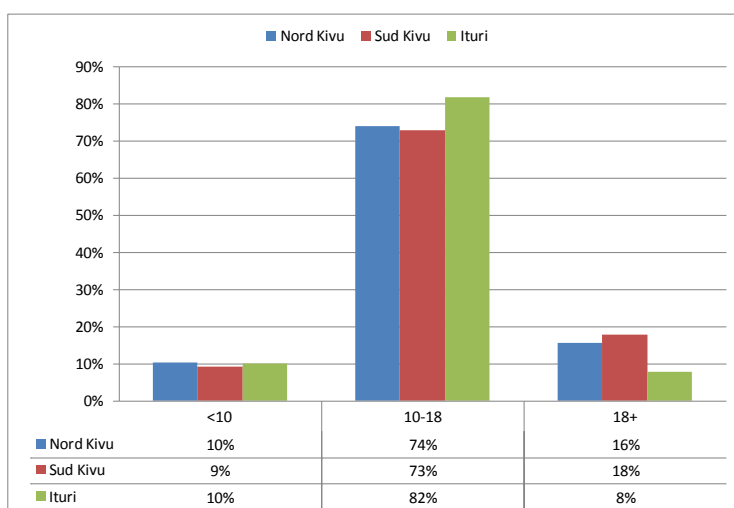


Graphique 1 - Distribution des préventions au niveau des cas enregistrés par la PNC

4.4. Profil des victimes devant la justice

Sur la base des données disponibles, il ressort que la grande majorité des cas qui entrent en justice concernent des victimes mineures de sexe féminin.

Au moins 2667 victimes (41%) ont moins de 18 ans. Une analyse plus détaillée sur les informations disponibles montre qu'au moins 2314 cas sur mineurs (35%) impliquent des victimes dont l'âge varie entre 10 et 18 ans. 302 cas (5%) impliquent des mineurs de moins de 10 ans et 431 cas (7%) impliquent des victimes majeures. Ces données reviennent à la répartition suivante : 10% des victimes ont moins de 10 ans, 76% ont entre 10 et 18 ans, et 14% sont majeures.⁷⁰ L'âge moyen d'une victime de violence sexuelle dont le cas est porté en justice est de 15,5 ans avec la moyenne la plus basse à 14 ans en Ituri et la plus haute à 16,3 ans au Nord Kivu.



Graphique 2 - Pourcentage des cas par groupe d'âge de la victime⁷¹

⁷⁰ Ces pourcentages ont été calculés sur les affaires pour lesquelles l'âge de la victime était disponible soit sur base d'un échantillon de 3047 affaires.

⁷¹ L'âge exact de la victime n'est disponible que dans 46% des cas.

Ce phénomène de juvénalisation⁷² des victimes de violences sexuelles devant la justice s'explique en raison de la présomption légale qui établit que les relations sexuelles entretenues entre un mineur et un majeur ou entre deux mineurs constituent un viol avec violences indépendamment de la question du consentement⁷³. Il y a dans certaines affaires une instrumentalisation de la loi dès lors que la famille de la fille mineure ne se trouve pas suffisamment dédommagée; la famille saisira alors la justice pour faire pression sur le fautif⁷⁴.

Inversement, certains facteurs expliquent que les victimes majeures sont réticentes à porter leur cas en justice⁷⁵ comme la peur de la stigmatisation, la crainte de ne pas être en mesure de trouver un mari ou tout simplement la panique d'être abandonnée par les siens. Il a été relevé qu'il est commun pour les femmes, mariées ou non, de cacher leur viol⁷⁶.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
Majeur(s)	4%	7%	9%	7%
Mineur(s)	46%	35%	44%	41%
Inconnu	50%	58%	46%	53%

Tableau 11 - Pourcentage par groupe d'âge de la victime

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
Majeur	68	191	178	437
Mineur	800	1028	839	2667
Inconnu	874	1707	869	3450

Tableau 12 - Distribution des cas par groupe d'âge de la victime (N=6554)

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	13.4	16.5	15.6	15.3
2011	14.7	16.1	15.8	15.7
Total	14.0	16.3	15.7	15.5

Tableau 13 - Age moyen de la victime (N=3047)

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
<10	88	123	91	302
10-18	712	895	707	2314
18+	68	190	173	431
Inconnu	874	1718	915	3507

Tableau 14 - Distribution des cas par groupe d'âge de la victime (N=6554)

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
<10	10%	10%	9%	10%
10-18	82%	74%	73%	76%
18+	8%	16%	18%	14%

Tableau 15 - Pourcentages des cas par groupe d'âge de la victime (N=3047)

⁷² Col. T. Muntazini Mukimapa, « La problématique de la lutte contre les violences sexuelles en droit congolais », Jan. 2009, p. 89

⁷³ Art. 170d du Code pénal tel que modifié par la loi n° 06/018 du 20/07/2006.

⁷⁴ C'est ainsi que l'on retrouve en justice des cas de viol dont la plainte a été formulée par la famille indépendamment des sentiments de leurs enfants. Ainsi, devant le juge, nous avons relevé des cas où la victime mineure soutient le présumé auteur ou renie les faits (RP 21013 /10 à l'audience publique du 12/01/2011). Dans un autre cas, la famille a débuté une procédure pour viol sur leur fille soi-disant mineure en vue de faire pression sur l'homme pour le versement de la dot. Devant le juge, et alors qu'un arrangement avait pu être trouvé entre les deux familles, la partie plaignante s'est rétractée en disant que leur fille était en fin de compte majeure C'est le cas du RP 21013 (TGI Goma).

⁷⁵ Chris Dolan, *op.cit.*, p. 45 et 52.

⁷⁶ Etude anthropologique, *op. cit.*, p. 56-57.

Au niveau du genre, ce sont surtout les cas avec des victimes femmes qui sont portés en justice (74%). Il a été enregistré 35 dossiers concernant des hommes victimes (1%) mais il y a 1660 dossiers pour lesquels le genre de la victime n'était pas disponible dans les registres.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
f	964	2346	1549	4859
m	7	11	17	35
Inconnu	771	569	320	1660

Tableau 16 - Distribution des cas par genre de la victime

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
f	55%	80%	82%	74%
m	0%	0%	1%	1%
Inconnu	44%	19%	17%	25%

Tableau 17 - Pourcentages des cas par genre de la victime

4.5. Profil des présumés auteurs de violences sexuelles

La très grande majorité des cas qui entrent en justice concernent des civils, soit 6041 cas (92%), contre 66 cas impliquant des policiers (1%) et 324 cas mettant en cause des militaires (5%). Ces cas impliquant des militaires sont essentiellement enregistrés au niveau du Nord Kivu (132 cas/ 5% du total) et Sud Kivu (145/8% du total). L'Ituri n'enregistre que 47 cas avec des militaires (3% du total).

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
Civil	1672	2666	1703	6041
Police	3	38	25	66
Militaire	47	132	145	324
Inconnu	20	90	13	123

Tableau 18 - Distribution des cas par statut du prévenu

Les présumés auteurs sont essentiellement des hommes (97%) majeurs. Ceci se constate au niveau des 3 provinces. Il y a toutefois 33 cas impliquant des femmes et 13 cas impliquant des présumés auteurs des 2 sexes.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
f	6	22	5	33
f&m	9	3	2	14
m	1696	2856	1786	6338
Inconnu	31	45	93	169

Tableau 19 - Distribution des cas par genre du/des prévenu(s)

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
f	0%	1%	0%	1%
f&m	1%	0%	0%	0%
m	97%	98%	95%	97%
Inconnu	2%	2%	5%	3%

Tableau 20 - Pourcentage des cas par genre du/des prévenu(s)

Concernant la précision sur l'âge, l'information n'a été disponible que dans 2741 dossiers. Sur base de ces données, on constate que la grande majorité des présumés auteurs sont majeurs (82%). Il y a 18% de cas impliquant des mineurs soit 623 cas, sur lesquels dans 50 cas le présumé

auteur aurait moins de 14 ans et donc pour lequel la responsabilité pénale ne pas être engagée. L'âge moyen du présumé auteur est de 25.7 ans.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
majeur	642	852	902	2396
mineur	195	314	114	623
Inconnu	905	1760	870	3535

Tableau 21 - Distribution des cas par groupe d'âge du/des prévenu(s)

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
<14	22	16	12	50
14-18	170	190	91	451
18-30	506	538	450	1494
30+	134	271	341	746
Inconnu	910	1911	992	3813

Tableau 22 - Distribution des cas par groupe d'âge du/des prévenu(s)

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
<14	1%	1%	1%	1%
14-18	10%	6%	5%	7%
18-30	29%	18%	24%	23%
30+	8%	9%	18%	11%
Inconnu	52%	65%	53%	58%

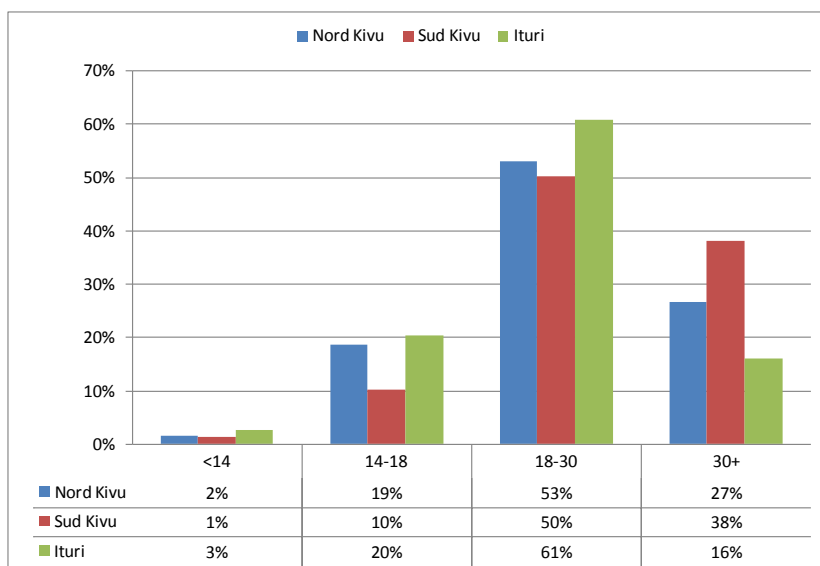
Tableau 23 - Pourcentage des cas par groupe d'âge du/des prévenu(s) (N=6554)

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
<14	3%	2%	1%	2%
14-18	20%	19%	10%	16%
18-30	61%	53%	50%	55%
30+	16%	27%	38%	27%

Tableau 24 - Pourcentage des cas par groupe d'âge du/des prévenu(s) là où l'information est disponible (N=2741)

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	23.4	25.0	27.1	25.1
2011	22.6	26.1	29.4	26.2
2012	23.0	25.6	28.2	25.7

Tableau 25 - Ages moyens du/des prévenu(s) là où l'information est disponible (N=2741)



Graphique 3 - Pourcentage des cas par groupe d'âge du/des présumé(s) auteur(s). L'âge exact du prévenu n'est disponible que pour 42% des cas.

5. Phase pré-juridictionnelle

5.1. Le traitement des dossiers de violence sexuelle par la police

La police constitue l'accès privilégié d'accès à la justice : comme indiqué ci-dessus, 5042 cas de violences sexuelles (77%) débutent à la PNC. Dans le Sud Kivu, seulement 68% de l'ensemble des affaires entrent en justice au niveau de la police. On constate une légère diminution de cette tendance entre 2010 (78%) et 2011 (76%). Dans le Nord Kivu, 5042 cas ont été enregistrés par la PNC en 2010 et 2011, soit 1106 de plus qu'au Sud Kivu, et 1016 de plus qu'en Ituri.

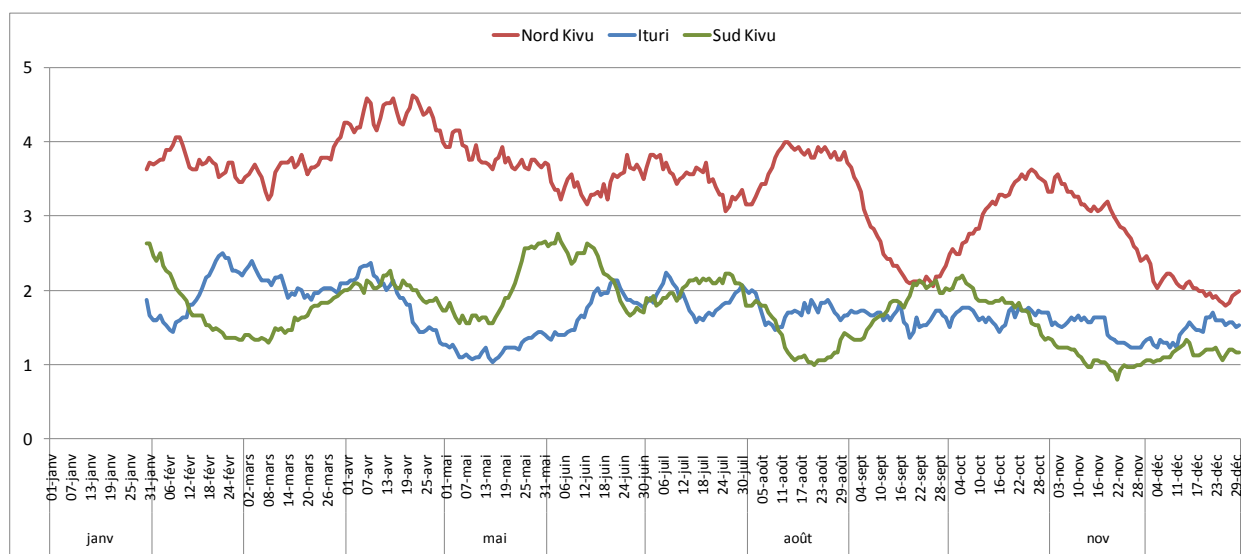
Sur les 5042 cas, 4449 cas (88%) ont été qualifiés comme infraction de viol au stade préliminaire de l'enquête.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu ⁷⁷	Total
2010	661	1131	607	2399
2011	711	1257	675	2643
Total	1372	2388	1282	5042

Tableau 26 - Distribution des cas enregistrés par la PNC

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	76%	84%	71%	78%
2011	81%	80%	66%	76%
Total	79%	82%	68%	77%

Tableau 27 - Pourcentage des cas enregistrés par la PNC



Graphique 4 – Nombre moyen de dossiers portant sur une infraction de violence sexuelle enregistrés à la PNC en 2011 par jour et par province/district, en fonction de la date de saisine (où la date est disponible)⁷⁸

Les PSPEF/PELVS jouent un rôle particulièrement important dans le traitement des dossiers de violences sexuelles au stade préliminaire de l'enquête en raison de leur mission spécifique. En 2010 et 2011, les PSPEF/PELVS ont enregistré au moins 36% des cas de violences sexuelles introduits auprès de la police. Ceci est particulièrement vrai au Nord Kivu (1120 cas) et au Sud Kivu (535 cas)⁷⁹. En revanche, la PSPEF de Bunia n'a enregistré, sur les deux dernières années,

⁷⁷ Il convient de noter que les cas entrés à la PNC de Shabunda ne sont pas repris dans notre monitoring judiciaire.

⁷⁸ Le graphique montre des moyennes glissantes sur une période des 30 derniers jours.

⁷⁹ Voir annexe 7.

que 167 cas (12% du total). Notons toutefois que la PSPEF de Bunia ne dispose pas de détachements dans les territoires de l'Ituri pour lesquels les cas enregistrés sont directement transférés au Parquet. Le monitoring judiciaire montre qu'il y a des cas de violences sexuelles qui entrent en justice au niveau de la Police d'investigation criminelle (PIC) (15 cas), du Groupe mobile d'intervention de la PNC (GMI) (13 cas), Police d'intervention rapide (PIR) (5 cas), Police des mines (3 cas).

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
PSPEF/PELVS	167	1120	535	1822
Sciat	620	92	158	870
Ciat	49	149	348	546
Comm. District	62	160	130	352
PIC	1	0	14	15
GMI	0	0	13	13
IPR	0	0	5	5
Pol. des mines	0	0	3	3
Inconnu	473	867	76	1416⁸⁰

Tableau 28 - Distribution des cas par institution PNC

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
PSPEF/PELVS	12%	47%	42%	36%
Sciat	45%	4%	12%	17%
Ciat	4%	6%	27%	11%
Comm. District	5%	7%	10%	7%
PIC	0%	*	1%	0%
GMI	*	*	1%	0%
IPR	*	*	0%	0%
Pol. de mines	*	*	0%	0%
Inconnu	34%	36%	6%	28%

Tableau 29 - Pourcentage des cas enregistrés par type d'institution PNC (N=5042)

Concernant les modes de saisine de la justice pour les cas enregistrés au niveau de la police, il y aurait au moins 4552 cas (90%) ayant fait l'objet d'une plainte, alors que c'est seulement dans 1% des cas que la police est saisie par dénonciation, et 2% des cas par la saisine d'office de l'OPJ. La dénonciation est plus courante au niveau du Sud Kivu (5% du total) alors que les PNC de l'Ituri et du Nord Kivu n'ont enregistré que 7 dénonciations de violences sexuelles au cours des deux années concernées⁸¹. En ce qui concerne la saisine d'office, la police du District de l'Ituri qui a le taux le plus élevé avec 79 saisines d'office (6% du total).

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
Plainte	1137	2319	1096	4552
Dénonciation	7	7	59	73
S. d'office	79	16	24	119
Inconnu	149	46	103	298

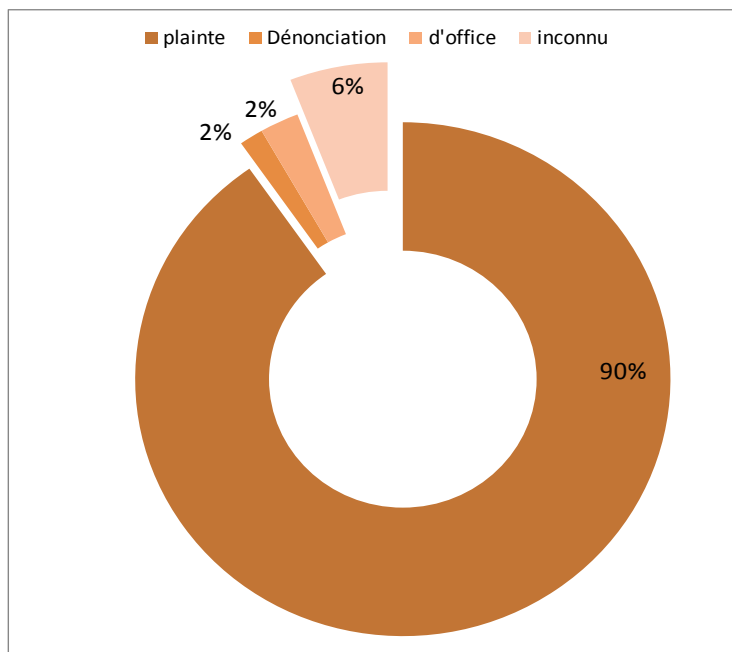
Tableau 30 - Phase PNC – Distribution des cas par mode de saisine

⁸⁰ L'inconnue résulte notamment du fait que ces cas sont retrouvés au niveau Ministère public où il est indiqué qu'ils ont été transférés par un OPJ mais sans indication de l'identification du ciat/OPJ de provenance.

⁸¹ Une des raisons qui pourrait expliquer ce faible chiffre de ce mode de saisine par rapport à la plainte est que les OPJs ne connaissent suffisamment la loi et indiquent la plainte par défaut même quand il s'agit d'une dénonciation.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
Plainte	83%	97%	85%	90%
Dénonciation	1%	0%	5%	1%
S. d'office	6%	1%	2%	2%
inconnu	11%	2%	8%	6%

Tableau 31 Phase PNC (N=5042) – Pourcentage des cas par Mode de saisine



Graphique 5 - Pourcentage des cas dans la phase préliminaire et pré-juridictionnelle par leur mode de saisine.

Sur la base des données disponibles (3999 cas), la police prend en moyenne 8,8 jours à transférer le cas au parquet. Sur base du tableau ci-dessous, il est indiqué qu'en moyenne, la police a augmenté son temps de transfert de dossier entre 2010 (7,9 jours) et 2011 (9,5) soit de 1,6 jours. Ceci se confirme particulièrement en Ituri où la moyenne de temps est quasiment trois fois plus élevée en 2011 qu'en 2010. En revanche, on apprécie une diminution de la moyenne de temps au Nord Kivu de 1,7 jours.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	5,2	7,4	11,4	7,9
2011	14,2	5,7	12,4	9,5
Total	10,5	6,5	11,9	8,8

Tableau 32 - Délai de la phase préliminaire en jours (moyen) (N=3,999)

Sur les 5042 dossiers enregistrés à la PNC, 1176 (23%) n'ont jamais été transférés à l'institution supérieure (parquet ou tribunal pour enfants). Certains de ces dossiers ont tout simplement disparu du système en raison d'interférences néfastes ou de corruption des agents judiciaires. D'autres n'ont pas été poursuivis par faute de moyens logistiques, de non appréhension du présumé auteur ou de découragement de la victime.

Au cours de la phase préliminaire, le travail et la qualité des actes posés par les OPJs connaissent plusieurs entraves qui retardent le traitement accéléré des dossiers de violences sexuelles et la bonne administration de la preuve:

Insuffisance des moyens de fonctionnement et de formation de la police judiciaire dans la recherche des infractions et la conduite des enquêtes

Il y a un manque important de ressources matérielles nécessaires à l'accomplissement du travail de l'OPJ, notamment en ce qui concerne les fournitures de bureau, les moyens de transport et de communication, et les instruments juridiques de référence (les lois, les conventions internationales, les règlements...). Les bâtiments abritant la police ne sont pas adaptés à la mission spécifique de la police et ne permettent pas de travailler dans le respect de la confidentialité. L'absence de moyen pour la communication fait qu'il est difficile de concevoir comment s'organise le travail de l'OPJ par rapport à la réalisation des devoirs d'instruction. Face à ces difficultés, les justiciables sont souvent appelés à prendre en charge eux-mêmes les frais afférents à l'exercice de la justice.

Au-delà de l'insuffisance des moyens pour opérer, la majeure partie des OPJs en fonction à l'Est de la RDC n'a pas reçu la formation de base qui est aujourd'hui dispensée par l'Ecole de Formation de la Police Judiciaire (« EFPJ »). En vue de palier cet état de fait, des sessions de renforcement de capacités sont organisées par les partenaires au développement mais la plupart de ces sessions ne dépasse pas 15 jours et ne permettent pas l'assimilation des capacités de base. En outre, ces sessions ne sont généralement pas accompagnées de suivi et n'impliquent pas toujours le Ministère public pourtant garant de la direction et de la surveillance des OPJs.

Insuffisance de surveillance et de direction effective des OPJs par les Parquets

Comme prévu par l'ordonnance 78-289 du 3 juillet 1978 relative à l'exercice des attributions d'officiers et agents de police judiciaire près les juridictions de droit commun, la police judiciaire agit sous la direction et la surveillance du Ministère public.⁸² L'OPJ est 'l'œil et le bras' du Ministère public et cela doit se refléter en termes de véritable collaboration entre ces deux acteurs clés. Cette collaboration débute en matière de violences sexuelles dès l'information par l'OPJ qui doit intervenir dans les 24 heures, et se concrétise à travers une supervision de l'autorité hiérarchique qui se doit d'être régulière.

Les OPJs ne respectent pas souvent le délai de 24 heures⁸³ relatif au devoir d'information, soit par ignorance de l'obligation que la loi leur impose, soit par inertie, soit pour insuffisance de moyens de communication en plus de l'enclavement de certains sous-commissariats et commissariats (par exemple absence de couverture réseau)⁸⁴.

Parallèlement, le Ministère public ne répond pas toujours à son devoir de direction des enquêtes, se contentant de recevoir les dossiers des OPJs sans demander des actes de procédure supplémentaires ou orienter les OPJs dans leur mission de recherche et de collecte de preuves. Par ailleurs, en raison des difficultés d'accès, le Procureur descend rarement dans certains territoires pour travailler à côté des OPJs et contrôler régulièrement leurs lieux de travail tel que prévu par la loi. On constate aussi des lacunes au niveau de l'établissement du signalement annuel de l'OPJ par le Procureur⁸⁵.

Carence des OPJs et le problème de l'habilitation

Outre la carence importante dans l'effectif des OPJs de droit commun et militaires, un nombre considérable d'agents de police non habilités agissent en tant qu'OPJ mais ne sont pas habilités à

⁸² Art. 2

⁸³ Le législateur a en effet porté une insistance particulière au fait que l'OPJ a l'obligation, dès qu'il a connaissance d'une infraction de violences sexuelles, d'avertir le Ministère public dans un délai maximum de 24hrs, « de façon à fournir à l'officier du ministère public les principaux éléments d'appréciation ». C'est donc cette appréciation qui doit, dès que l'infraction est portée à la connaissance de la police, orienter la procédure quant aux mesures à prendre et au traitement de l'infraction.

⁸⁴ Contraire aux articles 37 et 38 de l'ordonnance 78-289.

⁸⁵ L'article 20 de l'ordonnance N°78-289 du 3 juillet 1978 prévoit que le Procureur de la République tient un dossier individuel de chaque OPJ : « A la fin de chaque année judiciaire [...], il établit sur chacun d'eux un signalement sur son militantisme, son comportement, sa manière de rédiger les procès-verbaux et rapports, le zèle avec lequel il remplit ses devoirs, sa probité, la valeur des informations données au parquet, son habilité professionnelle et le degré de confiance que l'on peut accorder à ses constatations ».

exercer cette fonction⁸⁶. En vue de contrecarrer cette pénurie, les officiers de police qui ne sont pas des OPJs établissent les procès-verbaux et les envoient pour signature à l'OPJ le plus proche. Dans d'autres cas, les policiers qui n'ont pas prêté serment établissent et signent eux-mêmes les procès-verbaux et il est rare que l'irrégularité soit soulevée au niveau juridictionnel alors que ces procès-verbaux sont nuls et de nul effet.

En réalité, un dossier instruit par un OPJ non assermenté, doit l'être à nouveau par l'OPJ assermenté. Or les victimes n'acceptent pas de comparaître à plusieurs reprises devant les OPJs. Ainsi donc, le refus de la victime de comparaître à nouveau entraîne le blocage du dossier et le retard dans le transfert.

Cmd. District PNC Walikale, entretien du 22 février 2011

5.2. Le traitement des dossiers de violence sexuelle par le Ministère public et la durée de l'enquête

Au cours des années 2010 et 2011, 4759 cas de violences sexuelles ont été enregistrés auprès du Ministère public de droit commun (4332 cas) et militaire (427 cas). Il se constate une légère augmentation d'enregistrement entre 2010 et 2011 de 81 cas (augmentation de 3%). Sur ce total, 3683 cas proviennent de la police et 1076 cas ont commencé directement au Ministère public.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	591	1093	655	2339
2011	546	1134	740	2420
Total	1137	2227	1395	4759

Tableau 33 - Distribution des cas enregistrés par le Ministère public

Au niveau de la distribution des cas par institutions du Ministère public, 4087 cas (86%) de violences sexuelles sont entrés au niveau d'un PGI, 365 (8%) au niveau d'un AMG, 279 (6%) au niveau d'un tribunal de paix, et 28 (1%) au niveau d'un AMS. En outre, 35 cas (8% du total des dossiers impliquant des militaires) ont été enregistrés au niveau d'un PGI.

Type d'institution MP	Cas enregistré	%
AMS	28	1%
AMG	365	8%
PGI	4087	86%
Tripaix	279	6%
Total	4759	100%

Tableau 34 - Distribution des cas par type d'institution Ministère Public

Pour les 427 cas devant la justice militaire, la répartition s'opère de la sorte : 365 (85%) au niveau d'un AMG, 28 (7%) au niveau d'un AMS et 35 (8%) cas militaires devant un PGI.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	19	112	74	205
2011	27	93	102	222
Total	46	205	176	427

Tableau 35 - Distribution des cas militaires enregistrés au Ministère public

⁸⁶ Art. 7 de l'Ordonnance 78-289 relative à l'exercice des attributions d'officier et agents de police judiciaire près les juridictions de droit commun.

Type d'institution MP	Cas enregistré	%
AMS	28	7%
AMG	365	85%
PGI	35	8%
Total	428	100%

Tableau 36 - Distribution des cas militaires par type d'institution MP

Province	Institution MP	Total dossiers enregistrés	Dossiers clôturés	% dossiers clôturés
Ituri	AMG Bunia	43	35	81%
	AMG sec. Aru Cite	0	0	*
	AMG sec. Irumu Cite ⁸⁷	0	0	*
	AMG sec. Mahagi Cite	0	0	*
	AMG sec. Mambasa Cite	1	0	0%
	PGI Bunia	814	341	42%
	Tripaix Aru	74	22	30%
	Tripaix Mahagi	205	46	22%
Nord Kivu	AMS Goma	9	0	0%
	AMO Goma ⁸⁸	*	*	*
	AMG Beni	38	26	68%
	AMG Goma	67	20	30%
	AMG sec. Butembo	27	14	52%
	AMG sec. Kanyabayonga	6	5	83%
	AMG sec. Masisi Centre ⁸⁹	0	0	*
	AMG sec. Rutshuru	7	2	29%
	AMG sec. Walikale	34	0 ⁹⁰	0%
	PG Goma	*	*	*
	PGI Beni ville	642	341	53%
	PGI Goma	917	491	54%
	PGI sec Butembo	480	258	54%
	Tripaix Beni	0	0	*
	Tripaix Butembo	0	0	*
Sud Kivu	AMS Bukavu	19	5	26%
	AMG Bukavu	89	49	55%
	AMG Uvira	53	38	72%
	AMG sec. Baraka ⁹¹	0	0	*
	PG Bukavu	*	*	*
	PGI Bukavu	307	119	39%
	PGI Uvira	315	183	58%
	PGI sec Kamituga	130	93	72%
	PGI sec Kavumu	482	169	35%
	Tripaix Mwenga	*	*	*
	Tripaix Kalehe ⁹²	*	*	*
	Tripaix Uvira	0	0	*
Total		4759	2257	47%

Tableau 37 - Distribution des cas inscrits par ministère public ; nombre et pourcentage de cas clôturés en 2010 et 2011.

Le tableau 37 indique le nombre de dossiers de violences sexuelles enregistrés par institution et informe sur la performance de chacune de celles-ci.

Au niveau des parquets de droit commun, au cours des deux années observées, c'est le parquet de Goma qui a enregistré le plus de dossiers (917), suivi par le parquet de Bunia (814), le parquet de Beni ville (642), et les PGI secondaires de Kavumu (482) et Butembo (480). Les tripaix peuvent être désignés pour exercer les fonctions du Ministère public ; c'est le cas des tripaix de Aru,

⁸⁷ Cet auditorat a été installé en 2011.

⁸⁸ Les informations obtenues en avril 2012 indiquent que l'AMO a enregistré 21 dossiers de violences sexuelles en 2010/2011 sur lesquels il en aurait clôturé 5 soit un rendement de 24%.

⁸⁹ Cet auditorat a été installé en 2011.

⁹⁰ L'AMG sec de Walikale a transmis 6 dossiers sur les 34 mais ces 6 dossiers ne se trouvaient pas au niveau du RP à Goma.

⁹¹ Cet auditorat a été mis en place en juin 2011.

⁹² Les dossiers poursuivis par le tripaix de Kalehe sont inscrits au niveau du PGI de Kavumu ce qui explique le chiffre de 0.

Mahagi et Kalehe⁹³. Les cas poursuivis par le tripaix de Kalehe sont toutefois enregistrés au niveau du registre RMP du Parquet de Grande Instance de Kavumu.

Les juridictions militaires enregistrent beaucoup moins de dossiers de violences sexuelles puisque la proportion du total de cas de violences sexuelles est de 7%. Entre 2010 et 2011, il se constate une augmentation de 17 cas (augmentation de 8%). Les juridictions qui ont enregistré le plus de dossiers sont l'AMG de Bukavu (89), l'AMG de Goma (67) et l'AMG de Bunia (43). On constate que de nombreux auditorats secondaires n'ont enregistré aucun dossier de violence sexuelle comme celui d'Irumu et Mahagi (Bunia), celui de Masisi (Nord Kivu), et celui de Baraka (Sud Kivu) qui ont été mis en place en 2011⁹⁴.

Sur les 4759 cas enregistrés, 2257 affaires (47%) ont été clôturées par le Ministère public. Plus précisément, c'est le parquet secondaire de Kavumu (Sud Kivu) qui enregistre la plus forte moyenne de clôture de dossiers (72%) mais c'est également l'institution qui enregistre le moins de cas (130 dossiers). Si l'on compare les quatre PGI, on constate qu'ils présentent une moyenne de clôture de dossiers variant entre 42% et 58% mais certains parquets ont reçu beaucoup plus de dossiers que d'autres. En outre, les institutions ayant un rendement en dessous de 40% sont le PGI secondaire de Kavumu (35%), et les tripaix d'Aru (30%) et de Mahagi (22%).

Au niveau des performances de la justice militaire, sur les 393 dossiers entrés devant les institutions de poursuites militaires en 2010 et 2011, 194 affaires (49%) ont été clôturées. Les 199 autres dossiers se trouvent toujours en cours d'instruction au niveau du parquet militaire.

Le tableau 37 indique que c'est l'AMG de Bukavu qui a clôturé le plus de dossiers soit 49, suivi par l'AMG d'Uvira (38 dossiers) et l'AMG de Bunia (35 dossiers). En termes de pourcentage, le meilleur rendement revient à l'AMG secondaire de Kanyabayonga qui a clôturé 83% des dossiers enregistrés mais celui-ci n'a enregistré que 6 dossiers. En revanche, certains auditorats présentent un rendement de 0 dossier comme l'AMS de Goma ou l'AMG secondaire de Mambasa. La comparaison entre les AMG de Bukavu, Goma, Beni et Bunia permet de dire que l'AMG de Bukavu a enregistré respectivement 22, 51 et 46 cas de plus que les autres AMG.

Concernant l'AMO, il convient de noter que l'équipe n'a pas eu accès au registre de cette institution mais les informations obtenues en avril 2012 indiqueraient que l'AMO a enregistré 21 dossiers de violences sexuelles en 2010-2011 sur lesquels il en aurait clôturé 5 soit un rendement de 24%.

Au niveau de la répartition de l'issue réservée au dossier (envoi en fixation ou classement sans suite), sur les 2257 dossiers, 2006 ont été envoyés en fixation (89%) et 251 ont été classés sans suite (11%). Les juridictions militaires enregistrent très peu de classement sans suite soit 4 au Sud Kivu et 0 au Nord Kivu et en Ituri.

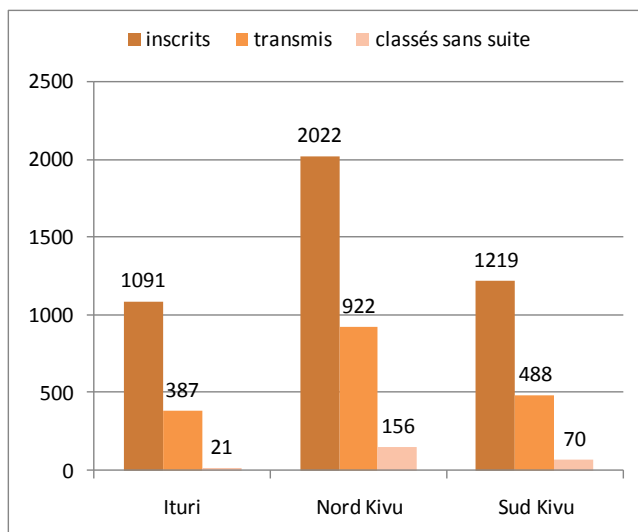
Concernant les poursuites au niveau des juridictions militaires, 194 affaires (49%) sur les 393 enregistrées ont fait l'objet d'une décision de renvoi ou de non lieu. Les autres 199 affaires se trouvent toujours au niveau de la phase pré-juridictionnelle.

Les chiffres indiquent qu'au 31 décembre 2011, c'est au moins 2502 dossiers de violences sexuelles pour lesquels une instruction était ouverte au niveau des parquets civils et militaires en plus du reliquat des dossiers entrés avant le 1^{er} janvier 2010. Au niveau des juridictions de droit commun, il y aurait ainsi 944 dossiers ouverts au Nord Kivu, 661 au Sud Kivu et 683 en Ituri. Si les

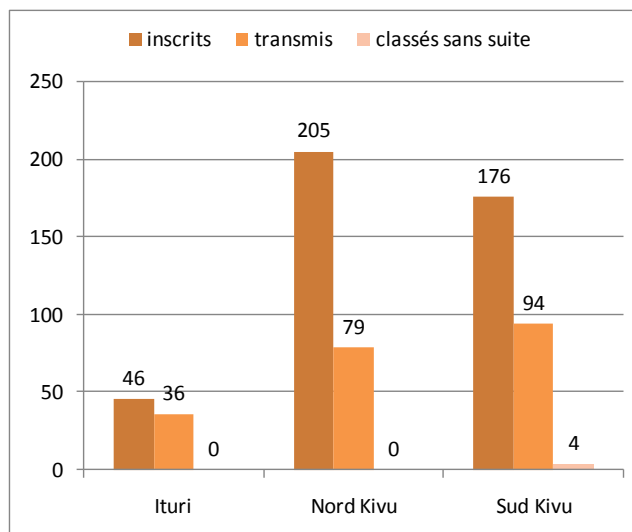
⁹³ Art. 17 de l'ordonnance-loi 82-020 du 31/03/1982 portant Code d'Organisation et de Compétence judiciaires.

⁹⁴ L'auditorat secondaire de Masisi vient d'être mise en place. Un dossier de VS a été instruit par l'auditorat de Baraka mais enregistré au niveau de l'AMG d'Uvira.

chiffres sont moins importants au niveau des juridictions militaires en raison du fait qu'elles enregistrent moins de cas, le taux de clôture de dossiers est de 38% au Nord Kivu, de 55% au Sud Kivu et de 78% en Ituri.

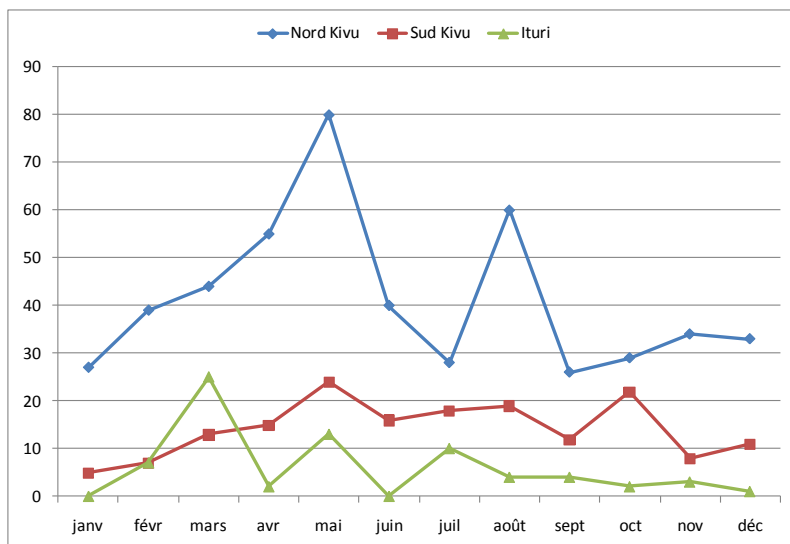


Graphique 6 - Parquets civils : Dossiers inscrits, envoyés en fixation et classés sans suite



Graphique 7 - Auditorats militaires : Dossiers inscrits, transmis et classés sans suite

Le graphique 8 renseigne sur les taux de clôture de dossiers de violences sexuelles par le Ministère public tout au long de l'année 2011. Il permet de visualiser d'importantes fluctuations en particulier dans la Province du Nord Kivu : 80 dossiers clôturés en mai, 60 dossiers clôturés en août et moins de 30 dossiers clôturés en janvier, juillet, septembre et octobre. Le District de l'Ituri enregistre quant à lui plusieurs mois marqués par l'inactivité du Ministère public.



Graphique 8 - Distributions des dossiers clôturés par le Ministère public (selon leurs dates disponibles), par mois et par province/district, année 2011

Le respect du délai d'un mois prévu par la loi

Le délai de la phase pré-juridictionnelle est de 41,3 jours en moyenne dépassant le délai d'un mois prévu par la loi, avec une moyenne de 37,6 jours en Ituri, 45,5 jours au Sud Kivu et 49,5 jours au Nord Kivu. Le tableau ci-dessous renseigne qu'entre 2010 et 2011, ce délai a augmenté en Ituri (augmentation de 10,1 jours) et au Sud Kivu (augmentation de 10,4 jours), alors qu'il a diminué au

Nord Kivu (diminution de 5,9 jours). Ainsi, la moyenne du Nord Kivu tombe en-dessous de la barre de 50 jours.

Sur la base des données disponibles (N=1499), le délai légal d'un mois est respecté dans 784 affaires (52%). Par province, cette prescription est respectée dans 58% des dossiers en Ituri (N=966), 48% des dossiers au Sud Kivu (N=195) et 39% des dossiers au Nord Kivu (N=338).

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	32,9	52,1	41,9	38,6
2011	43,0	46,2	52,3	44,7
Total	37,6	49,5	45,5	41,3

Tableau 38 - Délai moyen (jours) de la phase pré-juridictionnelle⁹⁵ (N=1499)

Délai d'1 mois	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
Oui	560	131	93	784
Non	406	207	102	715

Tableau 39 – Distribution des dossiers par rapport au respect du délai légal d'1 mois (N=1499)

Délai d'1 mois?	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
Oui	58%	39%	48%	52%
Non	42%	61%	52%	48%

Tableau 40 – Pourcentage des dossiers par rapport au respect du délai légal d'1 mois (N=1499)

Il existe toute une série de facteurs qui jouent sur le délai de la phase pré-juridictionnelle. A titre d'exemple, les dossiers dans lesquels le prévenu n'a pas été appréhendé restent plus longtemps au parquet⁹⁶. Le manque de moyens joue également à ce niveau puisque les OPJs ne peuvent pas se déplacer dans les lieux requis par l'instruction ou faire amener des témoins pour les auditionner.

⁹⁵ Le délai de la phase pré-juridictionnelle est la différence entre date de saisine de la justice et la date d'envoi en fixation/classement sans suite par le MP.

⁹⁶ Par exemple le PV N°003/ANC/PNC/OICHA inscrit en date du 29 janvier 2010 transmis en date du 23 décembre 2010 doit 324 jours et le PV N° 018/OMB/PNC/Mangina inscrit en date du 06 juin 2010 transmis le 21 décembre 2010 soit 195 jours.

6. Phase juridictionnelle

Les données de cette partie du rapport se basent sur les informations judiciaires mises à la disposition de l'équipe et se trouvant dans les registres disponibles pour les affaires entrées devant la justice à partir du 1^{er} janvier 2010 et dont une décision a été rendue au plus tard le 31 décembre 2011. Cela signifie qu'au niveau des juridictions de jugement, le monitoring judiciaire n'offre qu'un aperçu partiel du rendement réel de ces institutions⁹⁷. Les données constituent néanmoins des échantillons d'analyse qui nous permettent d'établir des tendances. Depuis le 31 décembre 2011, les registres ont été complétés et l'activité judiciaire a évolué. Lorsque l'équipe a pu accéder à des informations judiciaires complémentaires au cours de l'année 2012, celles-ci sont reprises en note de bas de page pour ne pas mélanger les données recueillies à des temps distincts, et fausser les résultats et les comparaisons.

Sur les 6554 cas entrés en justice depuis le 1er janvier 2010, le monitoring judiciaire indique qu'au 31 décembre 2011, 674 dossiers ont reçu une décision judiciaire, dont 652 sur le fond et 22 relatives à la recevabilité devant les cours et tribunaux. Par rapport aux dossiers enrôlés au niveau des juridictions⁹⁸, 28% ont fait l'objet d'une décision de premier degré.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	64	171	145	380
2011	34	147	91	272
Total	98	318	236	652

Tableau 41 - Nombre de jugements rendus sur le fond (2010/2011)

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	27%	32%	42%	34%
2011	13%	25%	26%	22%
Total	19%	28%	34%	28%

Tableau 42 - Pourcentage des dossiers ayant reçu un jugement sur la partie des cas enrôlés devant un tribunal (N=2342)

Pour apprécier le rendement de chaque juridiction, il convient de regarder le nombre de dossiers jugés au 1^{er} degré et le pourcentage de décisions rendues par rapport aux dossiers enrôlés.

Le tableau 43 indique que c'est le greffe du TGI de Bunia qui a enrôlé le plus de dossiers (385 dossiers), suivi par greffe du TGI de Goma (364 dossiers), celui du TGI secondaire de Kavumu (213 dossiers) celui du TGI de Beni (213 dossiers), et celui du TGI de Butembo (212 dossiers). Les autres juridictions ont enregistré moins de 200 dossiers de violences sexuelles au cours des deux dernières années allant de 5 dossiers (Cour militaire du Sud Kivu) à 192 dossiers (Tribunal pour enfants de Goma)⁹⁹.

Au niveau des juridictions militaires, 174 dossiers ont été enrôlés. Il se constate une augmentation d'enregistrement de cas entre 2010 et 2011 en l'Ituri (qui passe de 11 dossiers enrôlés en 2010 à 23 dossiers en 2011) et au Sud Kivu (qui passe de 31 dossiers en 2010 à 44 dossiers en 2011).

⁹⁷ Par exemple, le TGI Goma a rendu 277 décisions au cours des années 2010 et 2011 (information reçue par le Président en date du 4 juin) mais le monitoring ne prendra en compte que 253 décisions par rapport aux dossiers enrôlés pour les affaires entrées en justice à partir du 1^{er} janvier 2010.

⁹⁸ Pour rappel, 2342 dossiers ont été enrôlés au niveau des cours et tribunaux dont 2168 au niveau des juridictions de droit commun et 174 au niveau des juridictions militaires.

⁹⁹ Notons que ce dernier tribunal a enregistré le score de 192 dossiers mais qu'il n'est opérationnel que depuis le 6 juin 2011.

Au niveau du nombre de jugements rendus entre le 1er janvier 2010 et le 31 décembre 2011 (sur les cas entrés en justice à partir du 1er janvier 2010), c'est le TGI de Butembo qui a rendu le plus de jugements en matière de violences sexuelles (102), suivi du TGI de Goma avec 98 jugements.

Le taux de rendement c'est-à-dire la relation entre les dossiers enrôlés et les décisions rendues est de 29% toute juridiction confondue. Au niveau des juridictions de droit commun, les données disponibles indiquent que la juridiction présentant le taux de rendement le plus élevé est le TGI secondaire de Kamituga avec une moyenne de 69%, puis le TGI d'Uvira (50%), et le TGI de Butembo (48%). D'après les données à notre disposition, le tripaix de Beni a une moyenne extrêmement basse de 3% ayant rendu uniquement 2 décisions sur les 73 cas enrôlés auprès de l'institution. Les tribunaux de paix de Mahagi et Butembo n'ont rendu aucune décision durant ces deux dernières années.

En date du 31 décembre 2011, le monitoring judiciaire indique que 80 décisions de violences sexuelles ont été rendues par les juridictions militaires en 2010 et 2011. Cela porte à 46% le taux de jugement de ces juridictions. En avril 2012, les registres indiquaient toutefois que 59 décisions supplémentaires avaient été rendues par les juridictions militaires¹⁰⁰ ce qui porte le total de décisions rendues à 140 (taux de jugement de 80%).

¹⁰⁰ Ces 59 décisions supplémentaires sont à répartir de la sorte : 2 jugements pour le TMG de Bunia, 18 pour le TMG de Goma, 1 pour la CMO, et 38 pour les juridictions du Sud Kivu.

Province	Institution MP	Total dossiers enrôlés	Dossiers jugés	% dossiers jugés
Ituri	TMG Bunia	35	20 ¹⁰¹	57%
	TGI Bunia	385	67	17%
	Tripaix Aru	7	2	29%
	Tripaix Mahagi	12	0	0%
	Tribunal pour enfants Bunia	69	11	16%
Nord Kivu	CM Goma	*	*	*
	CMO Goma	*	* ¹⁰²	*
	TMG Beni	44	21	48%
	TMG Goma	20	3 ¹⁰³	15%
	CA Goma	0	0	*
	TGI Beni	213	65 ¹⁰⁴	31%
	TGI Butembo	212	102	48%
	TGI Goma	364	98 ¹⁰⁵	27%
	Tripaix Beni	50	2 ¹⁰⁶	4%
	Tripaix Butembo	39	0 ¹⁰⁷	0%
	Tribunal pour enfants Goma	192	37	19%
Sud Kivu	CM Bukavu	5	2	40%
	TMG Bukavu	35	16 ¹⁰⁸	46%
	TMG Uvira	35	20 ¹⁰⁹	57%
	CA Bukavu	0	0	*
	TGI Bukavu	117	40	34%
	TGI Uvira	139	69	50%
	TGI sec Kamituga	84	58	69%
	TGI sec Kavumu	213	31	15%
	Tripaix Mwenga	30	2	7%
	Tripaix Kalehe	15	7	47%
	Tripaix Uvira	27 ¹¹⁰	3	11%
Total		2342	676	29%

Tableau 43 - Distribution des dossiers enrôlés et décisions rendues au 1^{er} degré par juridiction de jugement, et taux de rendement en pourcentage (N=676), données en date du 31 décembre 2011

Le graphique 9 ci-dessous indique la distribution mensuelle des décisions rendues durant l'année 2011. Il reflète que le rendement de jugement est très irrégulier au niveau de chaque Province/District. Par exemple dans la Province du Nord Kivu, le rendement est à moins de 10 jugements pendant 4 mois (février, mars, avril, septembre) avec une chute importante au mois de septembre 2011 commencée au mois de mai (avec de 7 dossiers), et une augmentation fulgurante au mois d'octobre avec le plus haut rendement de l'année avec 26 jugements. Au niveau du District de l'Ituri, plusieurs mois présentent un rendement à 0 comme en février, mai et juin 2011.

¹⁰¹ Le TMG de Bunia rendu 22 jugements et non 20 ; 2 jugements ne se trouvaient pas indiqués dans le registre en date 31/12/2011.

¹⁰² La CMO a rendu un arrêt en la matière qui ne se trouvait pas inscrit dans le registre en date du 31/12/2011.

¹⁰³ Le TMG de Goma a rendu 21 jugements (3 en 2010 et 18 en 2011); les 18 jugements manquants ne se trouvaient pas dans le registre au 31/12/2011.

¹⁰⁴ Le TGI de Beni a rendu 72 jugements et non 65 ce qui porte à 34% le taux de rendement. Ces 7 jugements ne se trouvaient pas dans le registre en date du 31/12/2011.

¹⁰⁵ Le TGI de Goma a rendu 253 jugements non 98, ce qui porte à 69% le taux de rendement.

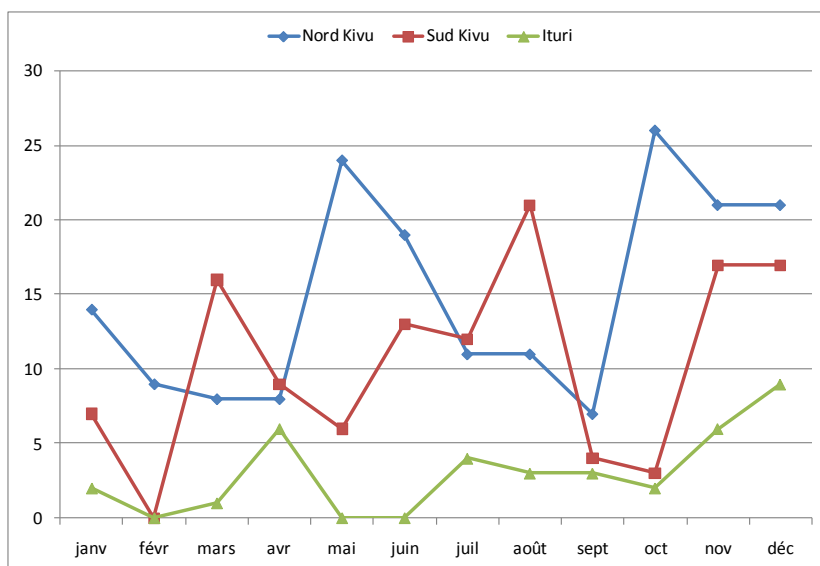
¹⁰⁶ Le tripaix de Beni a rendu 3 jugements et non 2 ; 1 jugement n'était pas indiqué dans le registre au 31/12/2011.

¹⁰⁷ Le tripaix de Butembo a rendu 1 jugement qui ne se trouvait pas indiqué dans le registre au 31/12/2011.

¹⁰⁸ Le TMG Bukavu a rendu 39 jugements et non 16 soit 5 en 2010 et 34 en 2011 dont 23 ne se trouvaient pas indiqués dans le registre en date 31/12/2011.

¹⁰⁹ Le TMG Uvira a rendu 35 jugements et non 20 soit 15 en 2010 et 15 en 2011 dont 13 ne se trouvaient pas dans le registre en date du 31/12/2011.

¹¹⁰ Le tripaix d'Uvira aurait reçu 29 dossiers de violences sexuelles concernant des enfants en conflit avec la loi et non 27 comme indiqué dans le tableau ci-dessus.



Graphique 9 – Distribution mensuelle des jugements rendus en fonction des dates de prononcé de jugement en 2011, par province/district.

Sur la base de 652 décisions pour lesquelles l'information est disponible¹¹¹, il y a eu 392 décisions de condamnation (60%) et 206 décisions d'acquittement (32%).

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
Condamnation	62	193	137	392
Acquittement	29	93	84	206
Inconnu	7	32	15	54

Tableau 44 - Distribution des condamnation/acquittement par décision intervenue

Dans les sous-parties suivantes, il convient de noter que l'analyse réalisée se base parfois sur des échantillons de jugements plus restreints, et non sur l'entièreté des jugements contenus dans la base de données. La distinction est indiquée dans chaque hypothèse.

6.1. Le respect des droits des parties

Sur base d'un échantillon de 110 décisions¹¹² (64 rendues par les juridictions de droit commun, 46 par les juridictions militaires)¹¹³, il se note des progrès au regard de certaines prérogatives de la victime comme la constitution de partie civile ou sa représentation. Toutefois d'autres droits de la victime ne sont pas mis en œuvre comme la réquisition d'un expert pour l'évaluation du préjudice subi ou les mesures de protection.

Les prérogatives de la victime au procès

	Constitution partie civile	Présence victime au procès	Réquisition médecin par le juge ¹¹⁴	Réquisition psychologue par le juge	Huis clos	Représentation
OUI	94 (85%)	54 (49%)	49 (44%)	9 (8%)	26 (24%)	83 (75%)
NON	14 (12%)	51 (46%)	48 (43%)	101 (91%)	81 (74%)	24 (22%)
Inconnu	2 (2%)	5 (5%)	13 (13%)	3 (3%)	3 (2%)	3 (3%)

Tableau 45 -Prérogatives de la victime lors du procès (N=110)

¹¹¹ Dans 54 affaires, le verdict n'est pas repris dans les registres.

¹¹² Ces décisions ont été sélectionnées au hasard parmi les décisions rendues par les juridictions au courant de l'année 2011.

¹¹³ 19 décisions de l'Ituri, 68 décisions du Nord Kivu et 23 décisions du Sud Kivu. Sur les 110 dossiers, 96 cas concernent une victime mineure.

¹¹⁴ Il est toutefois possible qu'un médecin ait été requis à un stade ultérieur de la procédure.

- Dans la majeure partie des jugements analysés (85%), il y a eu constitution de partie civile par la victime ;
- Dans 75% des affaires, la victime a bénéficié d'une assistance : avocat (66% des affaires) ou d'un défenseur judiciaire (24%) (inconnu de 10%) ;
- La victime a été présente aux audiences dans 49% des affaires, absente dans 46% des affaires (inconnu de 5%) ;
- Dans la majorité des cas (au moins 42%¹¹⁵), la victime est entendue comme témoin ;
- Un médecin a été requis par le juge dans 49 affaires (44%) pour se prononcer sur : l'âge de la victime (4 cas), le préjudice subi (11 cas), l'examen médical (33 cas). Dans la majorité des cas, le médecin ne renseigne que sur le fait de savoir si la victime a subi une agression sexuelle, sans déterminer l'étendue des préjudices et l'aggravation ultérieure de sa santé en vue de l'octroi de dommages et intérêts (voir partie consacrée à la réparation du dommage) ;
- Sur les 110 jugements analysés, on trouve la réquisition à psychologue dans uniquement 6 décisions ;
- Hormis le huis clos qui a été prononcé dans 21% des affaires, il ne ressort de la lecture des jugements aucune autre mesure de protection pendant et après le procès¹¹⁶.

Les droits de l'accusé

Les droits de la défense comprennent un ensemble de prérogatives dont une personne dispose pour se défendre durant une procédure judiciaire ouverte contre elle. Ici, il s'agit uniquement d'offrir une analyse du respect des prérogatives appréciables à la lecture des 110 décisions à notre disposition c'est-à-dire : la détention préventive de l'accusé pendant le procès, le respect de la citation du prévenu, le respect du délai de comparution pour préparer sa défense¹¹⁷.

	Détention préventive	Citation du prévenu	Respect du délai de comparution	Défense du prévenu
OUI	94 (85%)	97 (88%)	18 (16%)	98 (89%)
NON	3 (3%)	13 (12%)	48 (44%)	12 (11%)
Inconnu	13 (12%)	0 (0%)	44 (40%)	0 (0%)

Tableau 46 – Tableau indiquant certaines tendances relatives au respect des droits de l'accusé

- Dans les 110 jugements analysés, l'accusé est en détention préventive dans 85% des cas ;
- Dans la majorité des cas (88%), l'accusé fait l'objet d'une citation ;
- En revanche, le délai de comparution de 8 jours¹¹⁸ n'est pas respecté dans au moins 44% des affaires. Ce délai vise à rencontrer le droit de disposer du temps à la préparation de sa défense¹¹⁹. Dans certaines affaires¹²⁰, le délai de comparution tombe en deçà du prescrit légal notamment dans les dossiers jugés lors des audiences foraines. Si cela aboutit à des procès expéditifs, il est à remarquer que les avocats de la défense ne demandent pas souvent un temps additionnel pour la préparation du dossier de son client qui encourt une lourde peine.

¹¹⁵ L'inconnue étant de 21%.

¹¹⁶ Rappelons qu'il s'agit ici de ce qui a pu être observé au sein de l'échantillon des 110 jugements sélectionnés. En dehors de cet échantillon, on a pu observer une certaine prise en compte de la protection des victimes et témoins dans l'affaire 1337/MTL/2011, durant laquelle les victimes ont comparu et témoigné aux audiences sous les pseudonymes de codes leur permettant – jusqu'à un certain point – de conserver l'anonymat.

¹¹⁷ Ces prérogatives sont loin de représenter l'ensemble des droits de la défense mais leur analyse permet d'apprécier un échantillon non négligeable de ces droits.

¹¹⁸ L'article 62 du code de procédure pénale dispose que: «le délai de citation pour le prévenu et pour la personne civilement responsable est de huit jours francs entre la citation et la comparution, outre un jour par cent kilomètres de distance».

¹¹⁹ Article 14 point 3 b) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

¹²⁰ RP 22005/TGI/GOMA (4 jours entre RFFA et la première audience), RP 069 du TMG Bunia (4 jours),

- L'accusé bénéficie d'une défense dans 89% des dossiers. La lecture des décisions ne nous permet toutefois pas d'analyser en détail les éléments qui touchent à la qualité de cette défense.

Le respect du principe de la célérité de la procédure en matière de violences sexuelles

Sur la base d'un échantillon de 612 dossiers, il est indiqué que la phase juridictionnelle prend en moyenne 82,1 jours (tableau 47). Le Nord Kivu et l'Ituri présentent des moyennes pour 2010 et 2011 supérieures à la moyenne générale soit 89 et 85,7 jours respectivement. En revanche, le Sud Kivu a une moyenne bien moins élevée de 50,8 jours, mais il est constaté une augmentation moyenne de 24,3 jours entre 2010 (43,6 jours) et 2011 (67,9 jours).

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	93,2	94,1	43,6	85,4
2011	76,5	81,6	67,9	77,4
Total	85,7	89,0	50,8	82,1

Tableau 47 - Délai moyen (jours) de la phase juridictionnelle (différence entre date d'enrôlement au tribunal et date du jugement) (N=612)

Il n'est pas indiqué une grande différence du délai moyen de la phase juridictionnelle entre les juridictions de droit commun et les juridictions militaires (tableau 48). Concernant les juridictions pour lesquelles des données sont disponibles, les juridictions suivantes présentent des délais juridictionnels supérieurs à 3 mois : 123 jours pour le tripaix de Beni (sur la base de 2 décisions), idem pour le TMG de Bukavu (sur la base de 16 décisions), et 135,2 jours pour le TGI de Bukavu (sur la base de 40 décisions) (voir tableau 49).

Juridiction	Dossiers clôturés	Délai moyen (jours) - Prise en délibéré (N=581)	Délai moyen (jours) – Phase juridictionnelle (N=612)
Militaire	82	21,0	82,0
Civile	594	27,2	82,1
Total	676	26,6	82,1

Tableau 48 – Moyennes de délai de prise en délibéré et de la phase juridictionnelle (N=581 et N=612 respectivement)

Province	Institution MP	Dossiers jugés	Délai moyen (jours) entre prise en délibéré et jugement (N=581)	Délai moyen (jours) entre enrôlement et décision (N=612)
Ituri	TMG Bunia	20	18,3	68,7
	TGI Bunia	67	19,6	48,4
	Tripaix Aru	2	0,0	30,5
	Tripaix Mahagi	0	*	*
	Tribunal pour enfants Bunia	11	20,5	32,8
Nord Kivu	CM Goma	*	*	*
	CMO Goma	*	*	*
	TMG Beni	21	*	*
	TMG Goma	3	21,5	78,5
	CA Goma	*	*	*
	TGI Beni	65	23,1	67,1
	TGI Butembo	102	22,9	87,0
	TGI Goma	98	60,0	110,4
	Tripaix Beni	2	54,0	123,0
	Tripaix Butembo	0	*	*
Sud Kivu	Tribunal pour enfants Goma	37	20,2	55,6
	CM Bukavu	2	* ¹²¹	*
	TMG Bukavu	16	16,8	123,1
	TMG Uvira	20	15,0	42,3
	CA Bukavu	*	*	*
	TGI Bukavu	40	27,6	135,2
	TGI Uvira	69	28,8	90,1
	TGI sec Kamituga	58	11,7	70,9
	TGI sec Kavumu	31	24,2	85,7
	Tripaix Mwenga	2	0,0	53,0
Total	Tripaix Kalehe	7	6,5	13,0
	Tripaix Uvira	3	11,5	77,5
Total		676	26,6	82,1

Tableau 49 - Les délais moyens de prise en délibéré et de la phase juridictionnelle par juridiction de jugement (N=674)

Plusieurs facteurs jouent sur la durée de la procédure (sans être exhaustif):

1. Le manque de diligence de la part des chefs des services des secrétariats des parquets¹²² ou des greffiers de certaines juridictions a pour effet de retarder la procédure pénale. Par exemple, on constate que bien que le parquet ait pris une décision aux fins de fixation d'audience, il s'écoule plusieurs jours avant que le dossier ne soit transféré effectivement au tribunal. Une fois au tribunal, la procédure d'enrôlement peut prendre un temps plus ou moins long qui affecte la durée de la procédure judiciaire ;
2. Les remises d'audience lorsque les témoins cités à comparaître ne sont pas présents à l'audience¹²³. Il en va de même lorsque le prévenu ne se trouve pas en détention préventive : la procédure de citation à comparaître entraîne un retard en raison de l'inertie des greffiers et des huissiers¹²⁴ et du manque de moyens mis à leur disposition pour exercer les formalités de citation.
3. Tout autre acte d'instruction complémentaire ordonné par le juge est de nature à retarder la durée de la procédure.

¹²¹ Information non disponible

¹²² La requête aux fins de fixation et le dossier physique passent par plusieurs bureaux pour être transmis au tribunal, notamment par le bureau du magistrat instructeur, qui les soumet au procureur pour son avis, ils rentrent chez le greffier divisionnaire qui les dépose au secrétariat pour dactylographie, et retournent en fin chez le Procureur pour la signature. S'il n'y a pas quelqu'un qui diligente la procédure, le dossier traîne au cours de ce processus.

Interview accordé par un secrétaire du parquet du TGI de Goma en date du 09/03/2011.

¹²³ Interview accordée par un juge du TGI Goma en date du 10/03/2011.

¹²⁴ L'article 58 du Code de Procédure Pénale, prescrit que la citation est signifié soit par un huissier, soit par l'OMP, soit par le greffier. Toutefois, on a remarqué que dans la pratique ce sont que les huissiers ou les greffiers qui procèdent à la signification de la citation.

Sur la base d'un échantillon d'analyse de 77 dossiers, il a été déterminé que la moyenne est de 3.2 remises par affaire.

La moyenne de prise en délibéré est de 26,6 jours, soit au moins 3 fois plus que le délai stipulé par la loi (8 jours)¹²⁵. Ce délai semble plus long au niveau des juridictions de droit commun (27,2 jours) que devant les juridictions militaires (21 jours). Parmi les juridictions, ce délai varie entre 6,5 jours (Tripaix de Kalehe) et 60 jours (TGI de Goma).

Pour ce qui est de l'entièreté de la durée de la procédure judiciaire (tableau 50), depuis l'entrée du cas en justice jusqu'au prononcé du jugement, la moyenne est de 142,9 jours, soit nettement plus de 3 mois. Les durées de la procédure ont augmenté dans les Kivus, alors qu'elle a diminué de 13% en Ituri.

	Ituri	Nord Kivu	Sud Kivu	Total
2010	153,4	143,7	122,4	145,6
2011	133,1	160,3	127,3	138,9
Total	144,4	149,1	124,3	142,9

Tableau 50 - Délai moyen (jours) de la phase juridictionnelle sur la base de la date de la saisie initiale et la date du jugement (la où les dates sont disponibles – N=513)

6.2. Tendances sur les verdicts des affaires de violences sexuelles

Sur un échantillon de 652 décisions ayant fait l'objet du monitoring judiciaire, les tendances suivantes sont à souligner :

- Le taux de condamnation moyen est d'au moins 60%. Il est bien plus élevé au niveau des juridictions militaires (81%) qu'au niveau des juridictions civiles (56%). Ainsi certaines juridictions ont un taux de condamnation supérieur à 80% comme le TMG de Bukavu (93%) et le TMG d'Uvira (85%), ainsi que le Tribunal pour enfants de Bunia (82%). Certaines juridictions indiquent des moyennes de condamnation de moins de 50% comme le TGI de Butembo (46%), le TGI d'Uvira (44%) et le tribunal de paix de Kalehe (29%).
- La peine de servitude pénale (SPP) pour les affaires de violences sexuelles est de 7,4 ans en moyenne, la peine maximum prononcée étant de 20 ans de SPP et la peine minimum est de 3 mois (6 mois pour les juridictions militaires). Il y a également une distinction importante entre les juridictions militaires (SPP moyenne maximum de 13,7 ans) et celle des juridictions de droit commun (5,9 ans). Le TMG de Bunia présente une moyenne de SPP maximum la plus importante, soient 16,6 ans ; le TGI de Goma présente la plus faible, soient 3,7 ans. Pour la peine de servitude la plus faible, le TGI de Beni a condamné à 3 mois, tandis que le TMG de Beni, le TGI Goma et le TGI Uvira ont condamné à 6 mois pour des infractions de violences sexuelles.
- L'amende moyenne est de 597 USD. Ici, la moyenne est plus élevée au niveau des juridictions de droit commun (652 USD) que devant les juridictions militaires (263 USD).
- La moyenne de la réparation civile est de 5921 USD, variant en moyenne de 315 USD pour le tribunal pour enfants de Goma à 40 038 USD pour le TGI de Bukavu.

¹²⁵ Articles 80 du code procédure pénale ordinaire.

Province	Institution nom	Nombre jugements	Nombre condamn.	% condamn.	SPP moyenne (ans)	Max SPP (ans)	Min SPP (mois)	Amende moyen (USD)	Réparation civile moyenne (USD)
Ituri	TMG Bunia	20	14	70%	16,6	20	60	100	4250
	TGI Bunia	65	37	57%	4,5	14	7	177	1123
	Tripaix Aru	2	2	100%	*	*	*	0	1500
	Tripaix Mahagi	*	*	*	*	*	*	*	*
	Tribunal pour enfants Bunia	11	9	82%	*	*	*	0	0
Nord Kivu	CM Goma	*	*	*	*	*	*	*	*
	CMO Goma	*	*	*	*	*	*	*	*
	TMG Beni	21	16	76%	10,6	20	6	0	0
	TMG Goma	3	3	100%	10,3	15	24	1111	5000
	CA Goma	*	*	*	*	*	*	*	*
	TGI Beni	65	49	78%	6,1	16	3	742	1170
	TGI Butembo	102	46	46%	7,8	15	12	821	14049
	TGI Goma	98	54	59%	3,7	20	6	759	718
	Tripaix Beni	2	1	50%	*	*	*	0	0
	Tripaix Butembo	*	*	*	*	*	*	*	*
Sud Kivu	Tribunal pour enfants Goma	37	24	65%	*	*	*	0	315
	CM Bukavu	*	*	*	*	*	*	*	*
	TMG Bukavu	15	14	93%	14,6	20	12	289	4912
	TMG Uvira	20	17	85%	14,0	20	8	282	8778
	CA Bukavu	*	*	*	*	*	*	*	*
	TGI Bukavu	38	21	55%	6,5	14	12	464	40038
	TGI Uvira	64	28	44%	6,0	15	6	604	2740
	TGI sec Kamituga	57	37	65%	7,8	11	12	622	4149
	TGI sec Kavumu	30	16	53%	5,4	10	18	566	1885
	Tripaix Mwenga	2	2	100%	*	*	*	0	1750
	Tripaix Kalehe	7	2	29%	*	*	*	0	1000
	Tripaix Uvira	3	0	0%	*	*	*	*	*
Total		652	392	60%	7,4	20	3	597	5921

Tableau 51 - Condamnations/jugements rendus par institution, et peines prononcées

Juridiction	Nombre jugements	Nombre condamn.	% condamn.	SPP moyenne (ans)	Max SPP (ans)	Min SPP (mois)	Amende moyen (USD)	Réparation civile moyenne (USD)
Militaire	79	64	81%	13,7	20	6	263	5508
Civile	525	295	56%	5,9	20	3	652	6197
Tribunal enfants	37	33	59%	0,0	0	0	0	315
Total	652	392	60%	7,4	20	3	597	5921

Tableau 52 - Condamnations/jugements rendus par type juridiction, et peine en servitude pénale moyenne

L'analyse de l'échantillon de 110 décisions nous permet d'établir les éléments suivants sur les circonstances aggravantes et atténuantes retenues par les juges. En ce qui concerne les circonstances atténuantes, 28% des décisions (31 sur les 110 de référence) en retiennent, parmi lesquelles : la délinquance primaire (17), le jeune âge de l'accusé (13), le souci de sa réinsertion sociale (4), la situation de père de famille (2), les mauvaises conditions carcérales et les conditions sociales plus criminogènes que socialisantes.

Au niveau des circonstances aggravantes, seulement 4 décisions en retiennent :

- l'autorité exercée par le présumé auteur sur la victime (RP 20939)
- le lien de parenté entre la victime et l'accusé (RP 21158)
- l'usage d'une arme à feu au moment du viol (RP 416/010)
- le viol commis à l'aide d'une arme de guerre (RP 606/11)

6.3. Raisonnement et appréciation du juge

L'analyse des jugements nous a permis essentiellement de nous imprégner du travail du juge, en particulier au niveau de la rigueur et de la précision par laquelle il construit et clarifie son raisonnement. La lecture des décisions indique que la motivation n'est pas toujours structurée et claire quant à l'appréciation des preuves et leur confrontation avec les faits.

Dans plusieurs décisions, il a été difficile de saisir la relation des faits et des éléments du dossier qui permettent d'établir ces faits. Par exemple :

- Les sources d'information et les preuves qui déterminent la conviction du juge ne sont pas expressément indiquées ;
- La narration des faits est parfois lacunaire ou il existe des contradictions dans les faits (date des faits, lieu, âge de la victime) ;
- Le raisonnement du juge n'est pas construit de façon logique ;
- Le juge ne développe pas les éléments constitutifs de l'infraction et partant retient parfois une qualification erronée.

L'appréciation et le traitement de la preuve par le juge

Au niveau de l'analyse des preuves, sur les 110 décisions analysées, les juges retiennent divers éléments de preuve tels que repris dans le tableau ci-dessous. De manière assez généralisée, il y a une absence de référence aux preuves qui fondent le raisonnement du juge.

	Observations
Expertise médico-légale	43
Aveu	42
PV	69
Témoignage	46
Transport sur les lieux	4
Renseignement/Indice	14

Tableau 53 – Répartition des preuves mentionnées dans les jugements (N=110)

L'aveu est le mode de preuve par excellence. Dans les cas examinés, les aveux paraissent constituer une preuve absolue dans 16 affaires sur les 42 où l'aveu fut retrouvé, ce qui ne semble pas prudent pour le juge. En effet, il est constant « *qu'il faut confronter les aveux aux autres éléments du dossier afin d'en avoir pleinement confiance puis qu'il peut y avoir des prévenus qui font des aveux de jactance, par désespoir, ou même par complaisance* »¹²⁶. En outre, certains aveux obtenus dans des circonstances particulières – voire illégales par exemple dans les cas d'allégations de torture – devraient faire l'objet d'un examen approfondi avant d'être entérinés ce qui ne semble pas être opéré de manière systématique. Sous le RP 21374¹²⁷, le juge écrit que « *le prévenu nia les faits mis à sa charge arguant que, s'il avoua les faits à la police, ce fut sous la torture.* ». Mais le Tribunal a condamné le prévenu en se basant sur le témoignage de la victime et au motif qu'« *à l'audience de chambre de conseil du 18 avril 2011, le prévenu reconnut spontanément les faits mis à sa charge tout en soutenant que ce fut par convention, c'est-à-dire de commun accord avec la victime* ». Inversement, l'absence d'aveu formel semble parfois être un motif suffisant d'acquittement comme dans l'affaire RP 503/011¹²⁸, où le juge acquitte le prévenu sans autre précision quand plus loin il indique pourtant: « *oui, les conseils du prévenu...dans leurs conclusions et plaidoiries, plaident coupable...* ».

¹²⁶ Gabriel KILALA Pene-AMUNA, Attributions du Ministère Public et procédure pénale, T2, 2^{ème} éd., 2012, p. 88.

¹²⁷ Jugement rendu par le TGI-Goma.

¹²⁸ Rendu par le le TMG de Goma.

Dans certaines affaires, le juge peut faire usage d'un autre élément de preuve : la descente sur les lieux. Il semble cependant que cette possibilité ne soit que rarement observée – 4 cas sur 110 seulement – voire mal exploitée. C'est notamment le cas sous le RP 275/09 et 521/10 où, bien que le tribunal se soit déplacé pour juger des crimes de masse à Kalehe, il n'apparaisse cependant pas dans le jugement que le juge se soit rendu sur le lieu des crimes pour constater ou corroborer certains faits et éventuellement se faire une appréciation des préjudices causés. De même, dans l'affaire RP 483/11, le TMG de Goma mentionne la descente réalisée sur les lieux mais n'explique pas dans sa décision les conclusions de cette descente et ne fait pas mention de l'apport de la descente dans le fondement de son intime conviction d'acquitter le prévenu.

Dans le RP 649/11, le TMG de Bukavu a condamné l'accusé pour tentative de viol mais il n'est pas aisé de saisir les preuves ayant amené le juge à trancher dans ce sens.¹²⁹ Le juge a visiblement choisi de se baser sur certaines déclarations mais il ne ressort pas clairement du jugement si ces personnes ont été entendues comme témoin ou soumises à un examen contradictoire. Il n'est pas non plus fait référence au témoignage de la victime. De plus, il n'est pas fait mention du moyen de preuve ayant permis de déterminer l'âge de la victime.

Aussi, plusieurs jugements examinés¹³⁰ utilisent la figure de style stéréotypée « *qu'il ressort des pièces auxquelles le Tribunal a eu égard* » pour affirmer que tel fait a eu lieu. Il serait de bon usage de faire un inventaire préalable des pièces du dossier pour ensuite démontrer, dans le corps du jugement, la pertinence et la fiabilité de chaque pièce au regard du fait à établir. Bien plus, chaque pièce, à partir du moment où elle est invoquée, à charge ou à décharge, doit nécessairement être soumise au débat contradictoire.

Dans l'affaire RP 21 155, seule la requête aux fins de fixation d'audience renseigne sur le lieu de la commission du viol, sans en préciser les circonstances¹³¹. Le juge ne fait pas non plus allusion aux faits dans son jugement et se limite à dire que le viol « *ressort des éléments du dossier* » sans les citer. Le juge finira par conclure qu'« *attendu de ce qui précède, le tribunal constate réunis tant en fait qu'en droit tous les éléments constitutifs de ce délit à charge du ci-haut prévenu* » et le reconnaîtra coupable sans avoir mentionné les faits.

Lorsqu'il s'agit d'affaires de viol sur mineur, le juge n'indique pas toujours clairement l'élément de preuve qui démontre la minorité, et donc il n'est pas possible de savoir s'il s'agit d'une preuve qui est crédible et fiable¹³².

Il arrive également que le juge se fonde sur le fait que « *le prévenu n'a jamais contesté l'âge de X ans de la victime et le tribunal ne cherchera pas la preuve d'un fait non contesté* »¹³³ pour s'en tenir à son estimation. Mais le juge ne donne pas lui-même la preuve de la minorité et les éléments qui emportent sa conviction sur la minorité d'âge.

Narration lacunaire et imprécision des éléments factuels

Il est également observé dans les 110 jugements sous analyse que le juge ne précise pas toujours la date de la commission des faits. Certains juges ont recours aux formules telles que « sans préjudice de date certaine, mais au courant du mois de... »¹³⁴ ou encore « période non couverte par le délai de la prescription légale de l'action ». Cette dernière formulation donne l'impression que le juge n'a d'intérêt à préciser la date que pour vérifier le délai de prescription d'une infraction déjà commise et établie alors que la précision de date est un élément factuel qui cherche à démontrer le moment précis de la commission même de l'infraction par le prévenu.

¹²⁹ Le juge s'appuie sur le fait que « le prévenu n'a pu réaliser son entreprise criminelle suite à l'intervention personnelle du père de la victime qui, signalé par un des prisonniers, vint interpellé le prévenu X qui lâcha la victime et sortirent l'un après l'autre ».

¹³⁰ RP 483/011 du TMG-Goma, RP 21.155 du TGI-Goma, RP 2312 du TGI-Uvira.

¹³¹ Il en est de même sous le RP 483/011 du TMG-Goma.

¹³² Il en est ainsi pour le RP 22.75 et 22.80 du TGI-Uvira, RP 20.970 du TGI-Goma.

¹³³ RP 21 103, 21158, du TGI – Goma.

¹³⁴ RP 628/2011, RP 638/2011, RP 624/2011, RP 606/2011 et RP 652/2011 du TMG Bukavu ; RP 2270, RP 2312 du TGI-Uvira.

Dans d'autres affaires, c'est le lieu de la commission du crime qui n'est pas précisé. Par exemple, sous le RP 374 il est difficile de distinguer le territoire de la commission des faits entre les territoires de Rutshuru, Masisi et Walikale en plus de l'imprécision de la date de la commission des faits. Le juge écrit notamment : « *Attendu que, par sa requête...l'OMP poursuit le prévenu X mieux identifié dans le dossier...pour avoir, à , secteur de Wanianga, en Territoire de Masisi (NDLR en réalité Walikale), un certain dimanche vers 14 h sans précision de date mais au courant de l'année 2011, période non couverte par le délai de la prescription légale de l'action publique...* ». « *Attendu que, quant aux faits, la victime a soutenu qu'elle venait d'arriver nouvellement dans le village de Kisharo (NDLR territoire de Rutshuru)* ».

Mauvaise interprétation des éléments constitutifs des infractions

La CSJ de la RD Congo a jugé que « *n'est pas motivée, la décision judiciaire qui ne constate pas l'existence des divers éléments de l'infraction retenue par elle* »¹³⁵. Certains jugements¹³⁶ ne font pas apparaître les éléments constitutifs de l'infraction dans le corps de l'arrêt. Cette remarque est particulièrement fondée en ce qui concerne l'élément moral qu'il convient pourtant d'établir pour qualifier correctement l'infraction.¹³⁷

Dans les 3 jugements ci-dessous, le juge confond « *l'absence de consentement* » dans le chef de la victime et l'élément moral dans le chef de l'auteur. Dans le cas d'espèce, le juge utilise l'absence de consentement pour établir l'élément moral dans le chef de l'auteur. Par exemple, le TGI d'Uvira statuant respectivement sur les cas de viol a dit que « *pour que cette infraction soit établie en droit, il faut donc un acte matériel de conjonction sexuelle et un acte moral découlant de l'absence de consentement, consécutive aux violences, ruse, maladie ou minorité* ». Dans une affaire d'attentat à la pudeur, le TMG de Bukavu dit « *que les éléments intellectuels portent notamment sur le défaut de consentement d'une part et l'élément moral d'autre part...Que s'agissant du défaut de consentement, pour que l'attentat à la pudeur soit répréhensible, il faut que l'acte soit matérialisé sans consentement valable ou sur l'enfant...* ». Dans sa décision sous le RECEL 028¹³⁸, le juge dit que « *s'agissant de l'élément moral, la loi dit que pour les enfants le consentement ne peut justifier l'acte de viol* ».

Par ailleurs, il apparaît une certaine incohérence dans la jurisprudence de la qualification des faits par rapport aux éléments constitutifs, y compris au sein d'une même juridiction. Dans le dossier RP 555/10, le TMG a qualifié d'attentat à la pudeur le fait « *d'introduire (un) doigt dans les parties intimes de mademoiselle X âgée de 4 ans* » alors que dans sa décision de renvoi, le MP (RMP 1665) l'a qualifié de viol en application de l'article 172 de la loi¹³⁹ portant protection de l'enfant.¹⁴⁰ En revanche, sous le RP 649/11, le même tribunal avait qualifié de tentative de viol le fait pour le prévenu d'« *ôter (la) blouse et (la) jupe* » de la victime « *en la jetant sur son grabat, la laissant à moitié nue, introduisant son bras dans le sous-vêtement de sa victime en cherchant avec ses doigts la partie génitale de celle-ci et ce, après avoir lui-même ôté son pantalon...et ces actes tendant à commettre le viol n'ont pu être réalisés que suite à une circonstance indépendante de la volonté du prévenu* ». Il est sans doute surprenant que le juge qualifie « l'introduction d'un doigt

¹³⁵ CSJ, RP 17118/3/1975.

¹³⁶ Par exemple : RP2292, 2300, 2312 du TGI – Uvira.

¹³⁷ RP 2292 du TGI-UVIRA, RP 55/10 DU TMG-Bukavu.

¹³⁸ Rendue par le Tribunal pour enfant de Goma.

¹³⁹ Loi n°09/001 du 10 janvier 2009.

¹⁴⁰ Dans cette hypothèse de « déqualification » le législateur¹⁴⁰ dit que « le président peut, d'office, poser d'autres questions subsidiaires, s'il résulte des débats que le fait principal peut être considéré soit comme un fait puni d'une autre peine, soit comme une infraction de droit commun. Dans ce cas, il doit avoir fait connaître ses intentions en séance publique avant la clôture des débats, afin de mettre le Ministère public, la partie civile, le prévenu et la défense à même de présenter, en temps utile, leurs observations. Il en fera autant en cas de disqualification ou de requalification des faits au cours des « débats ou même pendant le délibéré. Dans cette dernière hypothèse, le président procède à la réouverture des débats. ». Or, après avoir déqualifié les faits en délibéré, le juge n'a pas procédé à la réouverture des débats.

dans les parties intimes » « d'attentat à la pudeur » au lieu de « viol » alors qu'il qualifie le fait d'introduire le bras dans le sous-vêtement de « tentative de viol ».

6.4. Le droit à la réparation¹⁴¹

En droit congolais, l'article 258 du Code civil, livre II dispose que « *tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.* ». En matière de violences sexuelles le législateur a expressément exigé des OMP et juges de requérir « *d'office un médecin et un psychologue, afin d'apprécier l'état de la victime des violences sexuelles et de déterminer les soins appropriés ainsi que d'évaluer l'importance du préjudice subi par celle-ci et son aggravation ultérieure* »¹⁴².

Pour avoir droit à une indemnisation, il faut démontrer que le fait allégué a été commis, et que le préjudice subi résulte directement du fait commis. Le principe est que l'indemnité doit pouvoir réparer aussi intégralement que possible le préjudice constaté ; le juge a donc un rôle déterminant dans l'évaluation de l'indemnité. Celle-ci doit être évaluée en se plaçant à la date du jugement définitif et non à la date de la réalisation du dommage¹⁴³.

En matière de responsabilité délictuelle, différents types de dommages doivent être pris en compte dans le cadre de la réparation. Le dommage corporel – atteinte à l'intégrité physique –, le dommage moral – atteinte à l'intérêt extrapatrimonial comme l'atteinte à l'honneur, aux sentiments, au crédit – et le dommage matériel – atteinte au patrimoine.

En effet, les violences sexuelles subies par une personne ont des répercussions multiples sur sa santé physique et mentale, son bien-être social, sa famille et sa communauté. Le mode de réparation varie en fonction des circonstances de la cause. Le dommage peut être réparé en nature ou par équivalent. De même, il peut être calculé en équité.

A titre d'exemple, en matière de réparation du dommage moral, sous le RP 2273, le TGI d'Uvira octroie une réparation au père de la victime du fait que « *son honneur a été souillé par le viol de sa fille, le traumatisme subi après sa disparition* ».

De même, sous le RP 618/2011, le tribunal admet la partie civile aux dommages et intérêts en raison de « *la perte de la virginité...la perte de la chance pour elle de contracter un mariage* ».

Inversement, certains jugements¹⁴⁴ n'indiquent pas clairement la base d'estimation de la réparation ou des dommages et intérêt accordés aux victimes. Sous le RP 2275¹⁴⁵, le juge ne définit pas le préjudice tout en l'invoquant en disant « *attendu que s'agissant de l'action civile de la dame X...le tribunal dira son action recevable...parce que celle-ci a subi des préjudices par le fait du prévenu qui a abusé de sa fille par ruse en prétendant la soigner, mais dira le montant de 10 000 \$ exagéré et réduira ex aequo et bono à 2000 Fc* ». Sous le RP 21152, le juge reçoit la constitution de la partie civile et la dit fondée « *étant donné que le comportement du prévenu a causé des préjudices énormes à la victime X* ». Le juge n'explique pas le type de préjudice moins encore son étendue ou son importance.

D'autres jugements¹⁴⁶ recourent à l'équité alors qu'il s'agit de dommages qui peuvent être évalués de manière objective. Le TGI d'Uvira¹⁴⁷ par exemple « *statuant sur les intérêts civils de la*

¹⁴¹ Art. 258 du CC, Art. 69 du CPP, Art. 7 et 226 du CMJ.

¹⁴² Art. 14 bis du CPPC.

¹⁴³ L'assistance judiciaire des victimes de violences sexuelles, Vade-mecum, ASF.

¹⁴⁴ RP 20.970, RP 21374, RP 21260, RP 20.970, RP 21714, RP 211521 (TGI-GOMA), RP 2280 (TGI-Uvira), RECEL 028 du TE de Goma, RP 652/2011 du TMG-Bukavu.

¹⁴⁵ Rendu par le TGI-Uvira.

¹⁴⁶ RP2275 TGI-UVIRA ; 2273 TGI-UVIRA ; RECEL 396 (TE-Goma).

victime...dit que celle-ci a subi des préjudices énormes certains par l'agression de sa fille, la grossesse qui s'en est suivi de la perte de chance pour un avenir meilleur et lui accordera *ex aequo et bono* des dommages et intérêts évalués à 2000 \$». Dans sa décision¹⁴⁸, le TGI de Goma énonce que la victime « a été trouvée avec l'hymen déchiré...signe suffisant que le prévenu a introduit son organe sexuel dans celui de la victime... », mais il condamne l'auteur du viol à payer « ...des dommages – intérêts d'office calculés *ex aequo et bono*...faute d'éléments objectifs d'appréciation des préjudices... ».

Concernant le dommage corporel, le juge a la possibilité d'évaluer objectivement (et non *ex aequo et bono*) les besoins de santé suite à l'agression ou les exigences pré et post natales de la victime et de l'enfant à naître, comme par exemple le coût d'entretien d'une grossesse, d'un accouchement, en recourant à une expertise médicale et psychologique comme l'exige la loi¹⁴⁹. Pour les dommages moraux, le juge pourrait alors recourir à une estimation « *ex aequo et bono* » c'est-à-dire « selon ce qui est équitable et bon ». Il pourrait y ajouter des éléments objectifs importants qui entourent la maternité comme la layette et d'autres besoins connus de tous les parents responsables ou qui agissent en « bon père de famille » étant donné que le juge semble reconnaître le prévenu comme l'auteur de la grossesse, (« *malgré la dénégaration du prévenu* ») due à un viol par ruse.

D'autres juges¹⁵⁰ estiment tout simplement « le montant demandé » par la partie civile « *exagéré* » et les fixent « *ex aequo et bono* » sans motiver cette exagération et sans le comparer à l'étendue du préjudice subi.

Le TMG de Bukavu¹⁵¹ siégeant en foraine à Kalehe en matière pénale concernant des crimes de masse (crime contre l'humanité) et détention sans titre ni qualité d'une arme de guerre a accordé un même montant « pour chacune des victimes » de viol¹⁵², de torture¹⁵³, d'emprisonnement ou autres formes de privation grave de liberté physique¹⁵⁴, de meurtre¹⁵⁵.

Le juge donne l'impression que toutes les victimes catégorisées suivant les infractions dont elles ont été victimes ont subi un même préjudice, ce qui ne semble pourtant pas évident. On peut en plus se poser la question de savoir le critère par lequel il a estimé que le préjudice issu d'un viol est plus important qu'un préjudice causé par des actes de torture.

Dans les cas spécifiques des enfants en conflit avec la loi, le juge a parfois accordé des dommages et intérêts pécuniaires aux victimes de ces mineurs¹⁵⁶. Cependant, dans certains jugements¹⁵⁷, le juge condamne sans préciser qui est le débiteur des dommages et intérêts¹⁵⁸, et il se limite à dire qu'il « *condamne le civilement responsable de l'enfant en conflit avec la loi.* » Sous le RECL 396 du TE de Goma, le juge condamne le civilement responsable sans que ce dernier ne soit identifié, il énonce « que le conseil de la défense avait préféré la somme symbolique compte tenu du lien de famille entre enfant en conflit avec la loi et la victime ».

¹⁴⁷ RP 2292 DU 12 décembre 2011.

¹⁴⁸ RP 21412.

¹⁴⁹ Art. 14 bis du CP : « ...l'officier du Ministère Public ou le juge requièrent d'office un médecin et un psychologue, afin d'apprécier l'état de la victime des violences sexuelles et de déterminer les soins appropriés ainsi que d'évaluer l'importance du préjudice subi par celle-ci et son aggravation ultérieure ».

¹⁵⁰ RECL 028 du TE de Goma, RP 2275 du TGI-Uvira.

¹⁵¹ Sous le RP 275/09 et 521/10. Sous ce dossier, l'Etat congolais a été condamné seul à payer au titre de dédommagement pour préjudices subis par les 400 victimes.

¹⁵² 700 USD.

¹⁵³ 550 USD.

¹⁵⁴ 400 USD.

¹⁵⁵ 5800 USD.

¹⁵⁶ RECL 193, RECL 028, RECL 396, RECL 055 du TE de Goma.

¹⁵⁷ RECL 028, RECL 193, RECL 396 du TE de Goma.

¹⁵⁸ Rappelons que la condamnation au paiement pour des faits d'autrui est prévue par l'article 260 du code civil livre 3 (des obligations)

Dans ces conditions, le juge crée une insécurité juridique dans le chef de tous ceux qui peuvent être considérés comme une personne civilement responsable, et le recouvrement des dommages et intérêts risque d'en être fragilisé.

Inversement, dans l'affaire RECL 055, le juge cite nommément la personne civilement responsable condamnée à verser les dommages et intérêts et l'identifie comme la mère de l'enfant en conflit avec la loi.

En ce qui concerne les affaires dans lesquelles l'Etat a été condamné, certains jugements – même s'ils sont rares – motivent la question de l'existence – ou non – du lien de commettant au préposé et le dommage est ainsi causé par le préposé dans l'exercice de ses fonctions.

Ainsi, dans le jugement RP 649/2011, le TMG de Bukavu a ainsi mis la RDC hors cause avec raison en démontrant que le prévenu a « *agi comme un particulier et non comme un préposé de l'Etat car celui-ci l'avait depuis le 12 mai 2010 mis hors d'état de nuire c'est-à-dire qu'il était en détention dans la prison centrale de Bukavu pour le vol qualifié, que les faits par lui commis à cet état « la tentative de viol » engage sa propre responsabilité civile.* »

A l'inverse, sous le RP/09 et 521/10¹⁵⁹, le Tribunal a condamné « *l'Etat congolais seul à payer au titre du dédommagement pour préjudices subis* ». Il s'agit d'une affaire pénale contre des sujets rwandais membres du mouvement armé FDLR pour « *s'être rendu coupable de crimes contre l'humanité par viol* ». Dans sa motivation, le Tribunal indique que « *les préjudices sont énormes et indescriptibles qu'il faille minutieusement examiner la responsabilité civile de l'Etat congolais, garant de la paix et de la sécurisation des peuples et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national* ». Le tribunal écrit par ailleurs que « *dans le cas d'espèce, tous les prévenus sont des sujets rwandais, éléments FDLR n'entrant pas dans la catégorie des préposés de l'Etat congolais* ». Se basant sur les prescrits des articles 260 du code civil livre III aux termes duquel « *on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde* », et « *l'esprit* » de l'article 52 de la Constitution de la RD Congo, le juge condamne « *l'Etat congolais seul à payer au titre du dédommagement pour préjudices subis* ».

« *Le Tribunal de Céans au regard des espèces de la cause révèle avec pertinence que l'Etat congolais en laissant les populations de Kalonge et de Bunyakiri à la merci de leurs bourreaux, a failli à sa mission de puissance publique : de sécurisation de personnes et de leurs biens.* »

On peut partager le souci du Tribunal de voir qu'un tel préjudice soit réparé mais il est surprenant de constater que le juge ait pu arriver à une telle décision alors qu'il n'y a ni lien entre l'Etat et les criminels (membres du FDLR) ni dommage causé dans l'exercice d'une quelconque mission ou fonction que l'Etat leur aurait confiée. De plus, le tribunal reconnaît qu'à « *deux reprises* » l'intervention des FARDC « *vint...et réussit à mettre en débandade les éléments FDLR RASTA du prévenu MANIRAGUHA* » alors qu'il motive sa décision de condamner l'Etat à cause du fait que ce dernier « *a failli à sa mission...de sécurisation de personnes et de leurs biens* ».

Reste encore à savoir comment les avocats présentent les demandes de réparation de leurs clients victimes, sachant que lorsque ces demandes sont correctement motivées, le juge n'a plus qu'à les fixer en réponse aux arguments des plaignants. A l'inverse, lorsque peu de précisions et d'arguments sont présentés au juge, ce dernier a tendance à les prononcer d'office sans que leur fondement ne soit justifié plus avant. Le risque de réparation *ex aequo* approximative est alors accru. Dans les jugements observés¹⁶⁰, il apparaît en effet que le juge a repris les demandes de la

¹⁵⁹ Rendu par le TMG-Bukavu.

¹⁶⁰ RP 524/011, RP 518/011, RP 375/09, RP 480/010, RP 479/010 ; du TMG-Goma.

partie civile. Cependant, ces jugements n'indiquent pas si les avocats de la partie civile ont motivé ou justifié leurs demandes de dommages et intérêts. La formule suivante est en effet systématiquement utilisée « *Oui la partie civile(...) tendant à ce qu'il plaise au Tribunal de Cécans d'ordonner le paiement des dommages et intérêts de (...) en faveur de la partie civile à titre de réparation (...) et ce sera justice* ».

Il apparaît utile d'encourager les avocats à plaider et défendre les indemnités réclamées en s'assurant notamment qu'ils définissent clairement le préjudice subi par la victime/partie civile et son étendue mais aussi qu'ils réclament une réparation qui couvre l'intégralité du préjudice défini.

De son côté, le juge devra répondre à cette demande et justifier sa position quant à la définition du préjudice constaté et son étendue d'une part et sa réparation intégrale d'autre part.

6.5. Les audiences foraines – une formule à double tranchant ?

En vue de pallier l'absence de tribunaux sur toute l'étendue du territoire (voir cartographie judiciaire ci-dessus), l'article 67 du Code d'organisation et de compétence judiciaires envisage la tenue d'audiences foraines c'est-à-dire des audiences organisées hors les murs du tribunal et au nom d'une bonne administration de la justice¹⁶¹. Dans ces cas, les procès sont organisés au plus près de la commission des crimes, en vue de faciliter l'accès aux victimes et aux preuves. Cette pratique vise à rapprocher la justice des justiciables en permettant aux victimes qui n'ont pas les moyens de se déplacer de participer aux audiences. En général, le prononcé du jugement intervient également sur place. Les audiences foraines induisent d'importants coûts financiers et logistiques car elles impliquent de déplacer tous les acteurs judiciaires nécessaires dans des endroits parfois très reculés où il n'est possible d'accéder que par voie aérienne. Faute de ressources mises à la disposition de la justice, la tenue de telles audiences suppose nécessairement un appui financier externe qui provient souvent de la communauté internationale à travers des projets d'appui à la justice, notamment dans le domaine des violences sexuelles.

Comme durant l'année 2010¹⁶², des audiences foraines ont été tenues par les juridictions de droit commun et militaires en 2011. Le tableau ci-dessous reprend celles qui ont été appuyées en tout ou en partie par le PNUD.

2011		Territoire	Juridiction	Date	Nbre de jours	Nbre jugements VS	Nbre jugements total	Montant engagé (A2J USD)	Montant total
NK	Civil	Rutshuru	TGI/Goma	3 - 17 fév.	14	25	35	15.000	15.000
NK	Mil.	Rutshuru	TMG/Goma	3 - 17 fév.	14	8	15	11.000	11.000
NK	Mil.	Butembo	TMG/Beni	11 - 27 avr	17	22	31		
NK	Mil.	Butembo	TMG/Beni	17 oct. - 02 nov.	15	17	31	15.168	15.168
NK	Mil.	Masisi	TMG/Goma	15 - 26 nov.	12	13	27	14.029	14.029
SK	Mil.	Kalehe	CM/Bukavu	28 fév. – 9 mars	10	1	1	13.824	/
SK	Mil.	Fizi	CM/Bukavu	9 - 19 fév.	10	1 ¹⁶³	1	8.509	/
SK	Mil.	Walungu	TMG/Bukavu	13 – 26 mars	13	15	17		/

¹⁶¹ Art. 67 du Code d'organisation et de compétence judiciaires. Voir aussi l'art. 11 de l'arrêté d'organisation judiciaire 229/79 du 20 août 1979, portant règlement intérieur des cours, tribunaux et parquets.

¹⁶² Au cours de l'année 2010, les audiences foraines suivantes ont été appuyées par le PNUD : TGI Goma (à Beni), TGI d'Uvira (3 audiences à Baraka et 2 à Shabunda), TGI Bunia (Aru) pour les juridictions de droit commun ; pour les juridictions militaires : TMG Goma (à Walikale, Rutshuru, Oicha), TMG Bukavu (Walungu et Minova), CMS Sud Kivu (Baraka et Walungu).

¹⁶³ Affaire Kibibi Mutware RP043 impliquant 11 accusés poursuivis pour crime contre l'humanité. 58 victimes ont participé au procès.

SK	Mil.	Kalehe	TMG/Bukavu	8 – 16 août	8	4	4	12.322	/
SK	Mil.	Kalehe	CM/Bukavu	23 - 29 oct.	6	3	3	7.910	/
SK	Mil.	Uvira	CM/Bukavu	1 - 10 nov.	10	7	7	8.128	/

Tableau 54 – Liste des audiences foraines appuyées par le projet Accès à la justice du PNUD, 2011

Bien que les audiences foraines soient une mesure indispensable dans un pays aussi vaste que la RDC, il est possible de formuler les réflexions suivantes par rapport à celles-ci :

- On constate une absence complète de planification coordonnée des audiences foraines qui sont organisées au cas par cas par chaque juridiction et en fonction de l'intervention des partenaires. Il n'existe pas de calendrier préalable par territoire et on s'aperçoit qu'au cours d'une même année plusieurs audiences foraines peuvent être organisées au sein d'un même territoire au détriment d'autres territoires ;
- En raison du fait que les audiences foraines sont financées en très grande partie par la communauté internationale à travers des projets spécifiques, cela a un effet sur le choix des priorités d'une juridiction et donc de la politique pénale. En effet, les juges sont affectés à travailler en priorité sur les dossiers déterminés par le choix du thème soutenu par l'audience (souvent des violences sexuelles) lequel ne correspond pas forcément aux besoins judiciaires les plus criants du moment ;
- Le principe de l'audience en foraine a pour effet qu'à défaut de financement, les procès n'auront pas lieu, ce qui a pour conséquence un allongement de la durée de la procédure judiciaire. Dans certains cas, les chefs de juridictions ont attendu l'organisation des audiences foraines pour prendre des ordonnances de fixation des causes en audience foraine alors que les décisions de renvoi leur ont été communiquées 3 mois à 9 mois à l'avance¹⁶⁴ ;
- Certains tribunaux ont organisé des audiences foraines en éloignant davantage les justiciables de la justice¹⁶⁵. Dans plusieurs cas, le tribunal a tenu une audience foraine loin du lieu de la commission des faits. Il a même été constaté des situations où le prévenu était en détention mais transporté dans un territoire éloigné du lieu de la commission des faits pour être jugé en audience foraine. Dans deux cas, les faits se sont passés en 2009 à Bukavu, mais les audiences foraines ont eu lieu à Idjwi pour l'un et à Kalehe pour l'autre, en 2011 ;
- L'instruction de l'affaire et le prononcé du jugement se font dans un temps relativement réduit. En effet, les audiences foraines se tiennent dans des contraintes de temps très strictes puisque leur durée est déterminée par des contraintes budgétaires fixées à l'avance. Cela signifie que tout report d'audience, par exemple le report de l'audition d'un témoin clé de la défense qui n'est pas présent, aura pour conséquence de retarder l'ensemble de l'affaire et par conséquent la prise de décision de la chambre dans les temps voulus. Par ailleurs, il n'est laissé que très peu de temps à la chambre pour délibérer sur le sort des prévenus, la délibération intervenant souvent la veille du départ pour un nombre important de dossiers. Se pose alors la question du droit à un procès équitable et du temps consacré à la constitution des moyens de défense.

De ces constats, il ressort le besoin de plus en plus impérieux de règles et de coordination dans l'organisation et la tenue des audiences foraines. A l'heure actuelle, la grande partie des

¹⁶⁴ Nous avons identifié 9 jugements concernés.

¹⁶⁵ 10 cas au Sud Kivu au Sud Kivu.

audiences foraines sont financées par la communauté internationale. En amont, il s'agit d'assurer que l'organisation et la tenue des audiences foraines observent le droit à un procès équitable pour toutes les parties et qu'elles n'occasionnent pas de pratiques contraires à l'indépendance du pouvoir judiciaire et aux obligations déontologiques du personnel judiciaire en particulier du magistrat. En aval, des contrôles et évaluations rigoureux devront être assurés pour mesurer l'impact des audiences foraines et surtout le respect des exigences d'un procès équitable.

6.6. Exécution des décisions

L'article 109 du code de procédure pénale stipule que « l'exécution est poursuivie par le ministère public en ce qui concerne la peine de mort, la peine de servitude pénale, les dommages et intérêts prononcés d'office et la contrainte par corps ; par la partie civile, en ce qui concerne les condamnations prononcées à sa requête ; par le greffier, en ce qui concerne le recouvrement des amendes, des frais et du droit proportionnel ».

On peut donc en déduire que quelque soit la personne ou l'institution qui poursuit l'exécution d'un jugement, c'est principalement les services de l'Etat qui sont sollicités.

Sur le plan pénal, sans disposer de chiffres précis, il apparaît que la majorité des peines sont exécutées, avant tout de par le fait que la majorité des présumés auteurs sont placés en détention préventive avant le jugement et qu'il suffit au Parquet de signifier au détenu, devenu condamné, un mandat aux fins d'emprisonnement.

De même, sur un autre aspect de l'exécution, un mandat d'élargissement sera signifié au détenu acquitté. Il échet en revanche de constater que si le taux d'exécution pénale des peines d'emprisonnement est assez élevé, il en va autrement de l'exécution du paiement des amendes, ce qui implique forcément des exécutions finalement partielles.

Sur le plan civil, c'est-à-dire la récupération des dommages et intérêts, le taux d'exécution des jugements en matière de violences sexuelles reste malheureusement totalement nul.

Pour comprendre cet état de fait, il faut observer plusieurs facteurs (non exhaustifs) :

- En 2011, aucun greffe d'exécution, dans aucune des 3 Provinces, n'aurait émis « d'expédition » de jugement, document préalable à l'exécution. Ainsi, aucun jugement n'a pu valablement faire l'objet d'une mention officielle écrite permettant d'en poursuivre l'exécution.
- Le paiement des frais de justice doit intervenir par la partie défaillante au jugement,
- Le calcul des droits proportionnels est rarement réalisé par le greffe des exécutions,
- Le paiement des droits proportionnels – 6%¹⁶⁶ des montants de dommages et intérêts alloués – doit ensuite intervenir préalablement à toute forme d'exécution par la partie bénéficiaire de ces futurs dommages et intérêts et ce avant qu'elle n'ait touché quoi que ce soit ou qu'elle ne soit garantie d'être mise en possession de quoi que ce soit. Malgré le prescrit de l'article 135 du Code de procédure pénale¹⁶⁷, il semble que le paiement des droits proportionnels intervienne en réalité comme une condition à l'exécution.

¹⁶⁶ Arrêté interministériel n°243/CAB/MIN/J&DH/2010 et n°043/CAB/MIN/FINANCES/10 du 04 mai 2010 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère de la Justice et Droits Humains : Cours, tribunaux et parquets/Droits sur les sommes allouées aux parties civiles : 6 %.

¹⁶⁷ Art. 135 du Code procédure pénale : « En cas d'indigence constatée par le juge ou par le président de la juridiction qui a rendu le jugement, la grosse, une expédition, un extrait ou une copie peut être délivrée en débet. Mention de la délivrance en débet est faite au pied du document délivré.

Une exemption du paiement de ces droits pourrait être obtenue par la délivrance d'un certificat d'indigence auprès des communes pour les personnes pouvant démontrer cet état, mais il semble que cette option soit peu utilisée : d'une part, du fait de l'ignorance des personnes concernées, d'autre part, par crainte de tracasseries de l'administration.

Il faut observer que dans d'autres domaines d'application du droit, des exécutions interviennent sporadiquement, ce qui n'est pourtant jamais le cas dans les dossiers de violences sexuelles. L'indigence des victimes – souvent incapables d'avancer les frais nécessaires à une exécution – reste indiscutablement l'une des raisons de ce triste constat.

L'exécution des jugements rendus en matière de violences sexuelles reste donc un énorme défi où tout semble encore à faire. La sécurité juridique est pourtant à ce prix.

Il échet en effet de rappeler que : *« la Commission africaine est également d'avis que le droit d'être entendu garanti par l'article 7 de la Charte africaine comprend le droit à l'exécution d'un jugement. Il serait en effet inconcevable que cet article accorde le droit de saisir les juridictions nationales de tout acte violent les droits fondamentaux sans garantir l'exécution des décisions judiciaires. Interpréter l'article 7 autrement mènerait à des situations incompatibles avec l'Etat de droit. En conséquence, l'exécution d'un jugement définitif rendu par tout tribunal ou cour de justice doit être considéré comme faisant partie intégrante du 'droit d'être entendu' protégé par l'article 7 »*¹⁶⁸.

Dans le même cas, le paiement préalable du droit proportionnel n'est pas une condition de la délivrance de la grosse, d'une expédition, d'un extrait ou d'une copie du jugement ».

¹⁶⁸ Institut for Human Rights and Development in Africa « décisions de la commission africaine des droits de l'homme de des peuples sur les communications 2002-2007 », p. 119.

7. Conclusion

Ce rapport est le résultat d'un monitoring/surveillance de la prise en charge des cas de violences sexuelles par les instances judiciaires de l'Ituri, du Nord et du Sud – Kivu sur la période allant de janvier 2010 à décembre 2011.

Il donne les résultats de l'observation des phases pré-juridictionnelle et juridictionnelle de la procédure et contient des analyses sur le respect des droits des parties durant les procès, se fondant notamment sur un échantillon de 110 jugements. Il fournit une réflexion sur les audiences foraines et des informations sur l'exécution des jugements.

L'accès à la justice étant un droit dont une société ne peut priver ses citoyens sans compromettre l'ordre social et le présent rapport a l'ambition d'impulser un changement positif dans le système judiciaire en indiquant les défis restant à relever afin d'avoir un impact global sur l'accès à la justice pour les justiciables, en particulier pour les plus vulnérables ; et de rétablir la confiance de la population dans les instances judiciaires pour mettre un terme à l'impunité.

Grâce à une méthodologie rigoureuse, le projet Renforcement de l'accès des femmes à la justice du PNUD est en mesure d'offrir des données fiables et complètes, tant quantitatives que qualitatives, sur la réponse judiciaire offerte aux cas de violences sexuelles dans l'Est de la RDC. Ces données permettront aux autorités de prendre la mesure des efforts à consolider et des réformes à engager afin de garantir un accès à la justice pour tous, en particulier aux victimes des violences sexuelles dans le respect des règles fondamentales du procès.

Reposant sur une méthodologie appliquée, le rapport offre de plus une base essentielle pour la recherche universitaire sur la justice et l'état de droit.

A ce titre, en vue d'assurer la pérennisation de cet instrument et le transfert des connaissances au profit des acteurs congolais, le projet Accès à la Justice prévoit de renforcer les capacités des universités de l'Est et de les doter de centres socio-juridiques dont les recherches empiriques viseront à promouvoir la réflexion et les recommandations en vue de changements durables dans les domaines relatifs à ce projet.

8. Recommandations

Au Gouvernement

1. Allouer au pouvoir judiciaire, notamment à la police judiciaire, un budget tenant compte des défis de la justice et assurer un suivi cohérent et efficace de l'utilisation effective des fonds destinés au pouvoir judiciaire.
2. Doter le budget national de la justice – et rendre ensuite effective l'application de cette mesure – d'une ligne spécifique destinée à l'aide légale gratuite aux indigents et au fonctionnement des Bureaux de Consultation Gratuite des Barreaux.
3. Institutionnaliser le fonctionnement des institutions de formation du personnel des institutions policières et judiciaires existantes ou non : une Ecole Nationale de Magistrature, l'Ecole des OPJ, l'Inspection judiciaire.
4. Rendre effective l'implantation des instances judiciaires prévues par le Code de l'Organisation judiciaire sur le territoire national en priorité dans les zones affectées par des conflits et des violations graves des droits humains en ce compris en y affectant du personnel judiciaire formé.
5. Soutenir la poursuite des enquêtes pour les affaires de violences sexuelles commises à grande échelle, notamment en veillant à ce que les commandants de l'armée coopèrent avec le pouvoir judiciaire.
6. Créer un fonds public d'indemnisation des victimes de violences sexuelles et de crimes internationaux ayant bénéficié d'un jugement définitif non exécuté suite à l'indigence démontrée de l'auteur.

Au Parlement de la RDC

7. Effectuer un contrôle parlementaire sur l'exécution du budget du pouvoir judiciaire.
8. Entreprendre et soutenir une initiative législative visant à prévoir des mesures et la mise en place d'un système de protection avant, pendant et après le procès.

Au Conseil Supérieur de la Magistrature

9. Assurer un réel suivi concernant l'affectation des magistrats civils et militaires nommés mais non déployés et veiller à l'affectation de magistrats militaires ayant des grades élevés.
10. Assurer le suivi de la formation permanente des magistrats civils et militaires en procédant régulièrement à des recyclages et séminaires.
11. En vue d'assurer la « redevabilité » des agents du service public de la justice :
 - Veiller à la désignation par le Procureur de la République d'un magistrat (point focal) dans chaque parquet en charge d'effectuer l'évaluation individuelle des OPJs de son ressort telle que prévue dans l'ordonnance 78-289 du 3 juillet 1978,
 - Renforcer les mécanismes de suivi et de surveillance des magistrats ; redynamiser les mécanismes d'évaluation des magistrats ; permettre, rendre public et mettre en œuvre les sanctions disciplinaires prononcées à l'issue des procédures disciplinaires.

Aux Chefs de Juridictions et Parquets

12. Favoriser la participation citoyenne dans la gestion des juridictions en soutenant des activités ouvertes aux populations notamment par :
 - Des journées portes ouvertes précédées de séances de sensibilisation au profit des populations ;
 - Des émissions radio sur le travail des institutions judiciaires, et les procédures adéquates pour les saisir ;
 - Le soutien aux actions de monitoring judiciaire visant des réformes, ainsi que l'appropriation des données par les autorités locales.
13. Etablir des règles et principes clairs dans l'organisation et la tenue des audiences foraines pour capitaliser la tenue de telles audiences et s'assurer que toutes les règles procédurales sont respectées à ces occasions.
14. Organiser des journées scientifiques sur le droit et le fonctionnement du système judiciaire au sein des cours et tribunaux en impliquant notamment des magistrats, des avocats et des universités.
15. Assurer une supervision du travail des secrétaires et greffes et promouvoir la mise en place d'outils au niveau de ces organes permettant de disposer de données fiables sur le traitement des dossiers judiciaires.
16. S'impliquer – et impliquer les greffes et Parquets – dans le suivi et la poursuite des exécutions de jugements rendus par les juridictions.
17. Pour combler à la carence des OPJs, procéder à l'habilitation de policiers formés pour accomplir les fonctions judiciaires (Procureurs de la République).
18. Etablir le signalement annuel des OPJs de chaque ressort exigé par la loi sur notamment son comportement, la qualité de la rédaction de ses procès-verbaux et rapports, l'application avec laquelle il remplit ses devoirs, et le degré de confiance que l'on peut accorder à ses constatations (Procureurs de la République).

Aux Barreaux

19. Assurer une divulgation des droits basiques fondamentaux de la personne (droit à l'assistance judiciaire gratuite, principe de présomption d'innocence...), promouvoir une action citoyenne des avocats et des défenseurs judiciaires pour sensibiliser la population par l'entremise des entités publiques qui ont notamment une mission civique.
20. Permettre que la partie civile obtienne réparation de son préjudice sur la base d'éléments objectifs, plaider utile dans l'obtention des dommages et intérêts.

Aux Bailleurs de fond et acteurs du secteur

21. Réaliser un plaidoyer auprès des autorités compétentes en vue d'assurer la capitalisation des acquis des activités et optimiser leur durabilité.
 22. Prévoir la pérennité et le transfert des compétences à l'issue des projets mis en œuvre.
- Assurer la coordination dans les actions mises en œuvre (notamment en termes d'organisation des audiences foraines et de formations) par les différents acteurs du secteur.

9. Glossaire¹⁶⁹

- **Action publique** : prérogative légale reconnue au magistrat du parquet, il peut l'exercer à travers des Officiers de Police Judiciaire¹⁷⁰, pour notamment constater les infractions qu'ils ont mission de rechercher et le cas échéant de les porter devant une juridiction compétente. L'action est portée devant une juridiction répressive pour l'application des peines à l'auteur d'une infraction. Même si elle peut être mise en mouvement par la partie civile, elle est toujours exercée par les magistrats ou par les fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi.
- **Audience foraine** : audience qui se tient dans une localité, un territoire ou une commune autre que celui/celle où est fixé le siège de la juridiction. Elle s'opère par le déplacement de toute la juridiction – magistrats, greffiers, etc. – pour la bonne administration de la justice¹⁷¹. Communément appelée également « cour mobile » par les acteurs internationaux.
- **Auteur présumé d'une infraction** : individu à qui peut être imputé la commission d'une infraction ou sa tentative, pour en avoir personnellement réalisé les éléments constitutifs. Celui-ci reste cependant présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie par un jugement définitif¹⁷².
- **Circonstance aggravante** : événement ou qualité – limitativement énuméré(e) par la loi – dont la constatation entraîne l'application d'une peine plus lourde que celle normalement applicable.
- **Circonstance atténuante** : événement entourant la commission d'une infraction ou trait de caractère relatif à la personne de son auteur, librement apprécié par le juge et entraînant une modulation de la peine dans le sens de la clémence.
- **Constitution** : Loi fondamentale de l'Etat qui définit les droits et les libertés des citoyens ainsi que l'organisation et les séparations des pouvoirs. Elle précise également l'articulation et le fonctionnement des différentes institutions qui composent l'Etat.
- **Cour pénale internationale (CPI)** : juridiction internationale permanente, qui peut exercer sa compétence à l'égard des auteurs présumés des crimes plus graves déterminés par le Statut de Rome¹⁷³ que sont le crime de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le crime d'agression. Elle est complémentaire des juridictions pénales nationales. Sa compétence et son fonctionnement sont régis par le même Statut de Rome¹⁷⁴. Elle a son siège à La Haye aux Pays-Bas.
- **Coutume** : règle qui n'est pas édictée en forme de commandement par les pouvoirs publics mais qui est issue d'un usage général et prolongé.
- **Crime contre l'humanité**¹⁷⁵ : tout acte inhumain causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la sante physique ou mentale d'un individu ou d'un groupe d'individus, lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile en connaissance

¹⁶⁹ Les définitions suivantes sont tirées des lexiques suivants :

R. Guillien et J. Vincent : *lexique des termes juridiques*, 12^{ème} éd, Dalloz, Paris, 1999.

V. Ladegaillerie : *lexique des termes juridiques*, Anaxagora, 2005.

Lorsqu'il a été nécessaire, des compléments d'informations tirées des lois ont été ajoutés et l'adaptation de certains termes au contexte congolais a été réalisée.

¹⁷⁰ Art. 1 & 2 du Code de procédure pénale et 6, alinéa 2 du Code d'Organisation et Compétence Judiciaire (COCJ).

¹⁷¹ Art. 67 du COCJ.

¹⁷² Art. 17 alinéa 9 de la Constitution.

¹⁷³ Art. 5 du Statut de Rome.

¹⁷⁴ Art. 1^{er} du statut de Rome.

¹⁷⁵ La définition complète est à l'Art. 7 point 1 du Statut de Rome.

de cette attaque, tel le meurtre, l'extermination, la torture, les violences sexuelles et le crime d'apartheid.

- **Dénonciation** : acte par lequel une personne physique ou morale signale aux autorités compétentes (policières ou judiciaires) une infraction commise par autrui. Il peut être écrit ou verbal.
- **Domage et intérêt** : somme d'argent compensatoire du dommage subi par une personne en raison de la commission d'une infraction par un tiers.
- **Monitoring judiciaire** : surveillance impartiale, détaillée et continue de l'organisation, de la compétence et du fonctionnement du système judiciaire. Elle se réalise à l'occasion, mais pas seulement, du déroulement des procès en justice, à travers l'observation des faits, l'analyse de la conformité ou non de la pratique (la procédure) et des règles (les lois) aux standards internationaux qui sous-tendent l'exigence d'une bonne Justice et d'un procès équitable. Elle permet de récolter des informations factuelles, de les analyser et de formuler des recommandations utiles et pratiques destinées à l'amélioration du système judiciaire¹⁷⁶.
- **Officier de police judiciaire (OPJ)** : membre du corps de la police judiciaire à qui cette qualité a été conférée par la loi ou par arrêté du président du Conseil judiciaire, Procureur général de la République pris dans la forme prévue par la loi¹⁷⁷. Les attributions de la police judiciaire sont exercées, sous la direction et la surveillance du Ministère Public, par les personnes désignées à cet effet par la loi ou par arrêté du président du Conseil judiciaire, procureur général de la République¹⁷⁸. La police judiciaire est chargée, suivant les distinctions établies par la loi ou les règlements, de rechercher et constater les infractions à la loi pénale, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs aussi longtemps qu'une information n'est pas ouverte¹⁷⁹.
- **Officier du ministère public (OMP)** : magistrat d'un parquet civil ou militaire qui exerce son ministère au sein de cette instance. Le Ministère Public surveille l'exécution des actes législatifs, des actes réglementaires et des jugements. Il poursuit d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public. Il procède également à la surveillance de tous les officiers de police judiciaire, des officiers publics et des officiers ministériels, sauf les agents du greffe et de l'office des huissiers. Il veille au maintien de l'ordre dans les Cours et Tribunaux sans préjudice des pouvoirs du juge qui a la police de l'audience.¹⁸⁰ En matière répressive, le Ministère Public recherche les infractions aux actes législatifs et réglementaires, qui sont commises sur le territoire de la République¹⁸¹.
- **Phase juridictionnelle** : Ensemble des étapes de la procédure d'instruction d'une affaire par les Cours et Tribunaux.
- **Phase pré juridictionnelle** : Ensemble des étapes procédurales d'une instruction judiciaire qui se déroule devant l'Officier de Police Judiciaire et/ou l'Officier du Ministère Public, le premier sous la direction et la surveillance du second.
- **Plainte** : acte par lequel un individu lésé par une infraction porte celle-ci à la connaissance d'une autorité compétente, en général un OPJ ou un OMP.
- **Prévenu** : individu contre lequel est exercée l'action publique devant les juridictions en matière pénale.

¹⁷⁶ Global Rights : le monitoring judiciaire : un manuel pratique à l'usage des moniteurs de la société civile congolaise, Global rights, 2008, p. 10.

¹⁷⁷ Art. 5 de l'Ordonnance 78-289 relative à l'exercice des attributions d'officier et agents de police judiciaire près les juridictions de droit commun du 03 juillet 1978.

¹⁷⁸ Art. 1^{er} de l'Ordonnance 78-289 précitée.

¹⁷⁹ Art. 2 de l'Ordonnance 78-289 précitée.

¹⁸⁰ Art. 6 du Code d'OCJ.

¹⁸¹ Art. 7 du Code d'OCJ.

- **Procédure pénale** : ensemble de règles qui définissent la manière de conduire l'instruction d'une affaire pour la constatation des infractions, l'instruction préparatoire et le jugement.
- **Requête aux fins de fixation d'audience** : acte de procédure par le quel l'Officier du Ministère Public, à l'issue de l'instruction pré-juridictionnelle, décide de saisir la Cour ou le Tribunal et ainsi exercer l'action publique devant le juge compétent. Devant les juridictions militaires, cet acte de procédure est appelé décision de renvoi¹⁸².
- **Saisine d'office** : acte procédural par lequel une autorité ou une instance compétente se saisit d'un cas de sa compétence sans être sollicitée par une demande préalable d'une partie ou des parties.
- **Violences sexuelles** : ensemble des faits qualifiés d'infractions de violences sexuelles par les lois applicables en République Démocratique du Congo. Tout acte sexuel, tentative d'obtenir un acte sexuel, avance ou commentaire de nature sexuelle ou acte visant à exploiter la sexualité d'une personne en utilisant la coercition, des menaces, des blessures ou la force physique, par toute personne, quelle que soit sa relation avec la victime, quelque soit le contexte, y compris le domicile et le lieu de travail ou dans tout autre lieu que ce soit¹⁸³.

¹⁸² Art. 214 & 215 du Code de Justice Militaire.

¹⁸³ RDC, Ministère de la justice et des Droits Humains : *Guide d'action publique pour la lutte contre les violences sexuelles*, RDC, inédit, p. 2.

10. Principaux acronymes et abbréviations

ABA	: Association du Barreau Américain
AMG	: Auditorat Militaire de Garnison
AMGS	: Auditorat Militaire de Garnison Secondaire
AMS	: Auditorat Militaire Supérieur
ANR	: Agence Nationale des Renseignements
Art.	: Article
BICE	: Bureau International Catholique pour l'Enfance
BJ	: Brigade Judiciaire
CA	: Cour d'appel
CIAT	: Commissariat
CMO	: Cour Militaire Opérationnelle
COCJ	: Code de l'Organisation et de la Compétence Judiciaire
CP	: Code Pénal congolais
CSJ	: Cour Suprême de Justice
CSS	: Classement Sans Suite
Ed.	: Edition
EFPJ	: Ecole de Formation de la Police Judiciaire
EM	: Etat Major
FARDC	: Forces Armées de la RDC
FDLR	: Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
FNUAP/UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la population
GMI	: Groupe Mobile d'Intervention de la PNC
Km	: Kilomètre
Km ²	: Kilomètre carré
MONUC	: Mission des Nations Unies au Congo (RDC)
MP	: Ministère Public
MSF	: Médecins Sans Frontières
N°	: Numéro

OCJ	: Organisation et Compétence Judiciaires
OMP	: Officier du Ministère Public
ONG(s)	: Organisation(s) Non Gouvernementale(s)
OPJ(s)	: Officier(s) de Police Judiciaire
OSCE	: Organization for Security and Cooperation in Europe
PGI	: Parquet de Grande Instance
PIC	: Police d'investigation criminelle
PIR	: Police d'intervention rapide
PNC	: Police Nationale Congolaise
PSPE	: Police Spéciale de Protection de l'Enfance et de la Femme
PV	: Procès Verbal ou verbaux
RDC	: République Démocratique du Congo
RECEL	: Registre d'Enfant en Conflit avec la Loi
RED	: Registre d'Enfance Délinquante
RMP	: Registre du Ministère Public
RP	: Rôle Pénal
S/CIAT	: Sous -commissariat
SPP	: Servitude pénale principale
TGI	: Tribunal des grandes instances
TRIPAIX	: Tribunal de Paix
VS	: Violence(s) Sexuelle(s)

